

REVUE DU 8 AU 15 DECEMBRE 2008

LA VIE DU MODEM.....	3
AGENDA	3
Rappel : Chaîne Equidia - 17 Décembre 2008 - 21H45 – Caroline a rendez-vous avec... François Bayrou	3
LE TOUR DE FRANCE DE FRANÇOIS BAYROU	3
REACTIONS ET INTERVENTIONS	3
Abdoulatifou ALY.....	3
question au gouvernement le 9 décembre 2008 sur la départementalisation de Mayotte	3
Nathalie Griesbeck	3
11 décembre 2008 - Agences France Presse : lettre ouverte de Nathalie Griesbeck	3
Anne Laperrouze	4
9 décembre 2008 - La newsletter d'Anne Laperrouze - décembre 2008.....	4
Corinne Lepage	4
12 Décembre 2008 - Paquet Climat Energie: des objectifs réaffirmés sans garantie de résultat	4
12 décembre 2008 - CAP21 Gironde soutient le mouvement enseignant et appelle à un plan de sauvetage de l'éducation nationale.	5
7 Décembre 2008 - CAP21 regrette la disparition de l'Institut Français de l'Environnement (IFEN)	5
INTERVIEW MODEM DE LA SEMAINE: NATHALIE GRIESBECK	6
PARTI DEMOCRATE EUROPEEN.....	6
5 décembre 2008 - Déclaration de principes	6
LE MODEM DANS LES MEDIAS.....	7
PRESSE	7
TSR (Suisse)	7
8 décembre 2008 - Formule 1: Cap 21 opposé à la construction d'un circuit en Ile-de-France	7
Le Soir (Belgique).....	7
6 Décembre 2008 - France : le PS exclut de s'allier avec le MoDem	7
La Tribune	8
6 décembre 2008 - François Bayrou répond aux questions de François Lenglet pour La Tribune.....	8
Valeurs Actuelles	10
12 décembre 2008 - Jean Peyrelevalde, vice-président du Mouvement Démocrate répond aux questions posées par Valeurs Actuelles sur la relance	10
Challenges	13
9 décembre 2008 – Jean Peyrelevalde : "Peu de moyens pour le plan de relance"	13
Le Figaro	14
12 décembre 2008 - Les radicaux veulent exister à côté du parti majoritaire.....	14
11 Décembre 2008 - Une majorité pour l'ouverture des magasins le dimanche	15
11 décembre 2008 - Bayrou, Raffarin, Valls et le «cardinal républicain».....	16
Le Monde	17
8 Décembre 2008 - François Bayrou refuse de cautionner un plan de relance dont il conteste l'ampleur	17
Le Nouvel Obs.....	18
12 décembre 2008 - Bayrou : "La meute des hyènes" est lâchée.....	18
Marianne	18
5 décembre 2008 – Jean Peyrelevalde, Crise : les plus privilégiés devront consentir à un effort	18
AUDIOVISUEL.....	21
France 2.....	21
11 Décembre 2008 - François Bayrou était l'invité de l'émission "A vous de juger".....	21
TF1.....	21
5 décembre 2008 - François Bayrou en déplacement à Reims	21
BFM Radio	21
9 décembre 2008 - Jean-Luc Bennhamias était l'un des invités de Nicolas DOZE.....	21
Talk Orange-Le Figaro	21
11 Décembre 2008 - LE TALK : Posez vos questions à Marielle de Sarnez	21
LE MODEM EN REGIONS	25
CANADA	25
Blog Courrier - Démocrate des Amériques 8 décembre Election du bureau du MoDem Canada	25
GIRONDE.....	26
Sud-Ouest - 10 décembre 2008 - Une triangulaire au 2e tour	26
Election municipale partielle - Très bon score du candidat MoDem avec presque 20% des voix	26
NORD.....	27
La Voix du Nord – 11 décembre 2008 - Frédéric Lefebvre prend la tête du Modem à Tourcoing.....	27
La Voix du Nord - 11 décembre 2008 - Francine Langevin : « Il ne faut pas laisser un quartier décider de l'avenir de Croix »	28
La Voix du Nord - 11 Décembre 2008 – Mouvoux : L'opposition de droite, de plus en plus morcelée	28

La Voix du Nord -10 Décembre 2008 – Béthune : Aziz Senni, spécialiste du transport, propose ses services à la mairie	29
La Voix du Nord - 7 décembre 2008 - Arras : Premier bilan de la liste d'ouverture du maire : « On vit en équipe avec des règles du jeu »	30
DORDOGNE	31
Sud Ouest - 12 décembre 2008 - Des chiffres et une lettre	31
LOIRE.....	32
Le Progrès de Lyon - 10 décembre 2008 - Le MoDem se présente comme le vrai parti du centre	32
RHONE	32
Lyonmag - 5 décembre 2008 - Modem : Le recours de Morales.....	32
ACTUALITES – DIVERS.....	33
NOUVEAU PARTI	33
Le nouvel Observateur – 9 Décembre 2008 - Robert Hue lance son "nouvel espace progressiste"	33
WWF	34
CB Newsletter du 11 décembre 2008. -WWF lance "60 minutes pour la planète".....	34
Le WWF lance un réseau social environnemental	34
Adoptez un ours polaire	34
Zébunet	34
NICOLAS SARKOZY.....	35
La Lettre de l'Expansion – 15 décembre 2008 – Spirales	35
Rue89 – 8 décembre 2008 - "L'UMP n'est qu'un ectoplasme de mouvement politique"	35
Le Nouvel Observateur – 11 Décembre 2008 -Marchiani pourrait être proposé à la grâce de Sarkozy	38
Le Nouvel Observateur – 11 Décembre 2008 - Mais que sait donc Rachida Dati ?.....	38
Le Nouvel Observateur – 11 Décembre 2008 -UMP : Sarkozy aurait soutenu les manifestants anti-CPE	39
BAROMETRE DE LA PRESIDENCE FRANÇAISE DE L'UE :	39
NOUVEAU CENTRE	39
La Lettre de l'Expansion – 15 décembre 2008.....	39
AFFAIRE TAPIE.....	40
Le Point - 11 Décembre 2008 - Affaire Tapie : les députés PS demandent une commission d'enquête parlementaire	40
FACEBOOK OUVRE SON BUREAU EN FRANCE ET NOMME UN DIRECTEUR COMMERCIAL.....	40

LA VIE DU MODEM

AGENDA

RAPPEL : CHAINE EQUIDIA - 17 DECEMBRE 2008 - 21H45 – CAROLINE A RENDEZ-VOUS AVEC... FRANÇOIS BAYROU

Après Thierry Lhermitte en novembre, Caroline Avon rend visite à François Bayrou. Le président du MODEM est éleveur de chevaux de courses près de Pau. Caroline découvre donc la personnalité hippique de François Bayrou et la culture équestre du Béarn.

Présenté par Caroline Avon – Plusieurs diffusions.

<http://www.equidia.fr/programme-equidia-avenir.htm>

LE TOUR DE FRANCE DE FRANÇOIS BAYROU

FRANÇOIS BAYROU EN DEPLACEMENT A REIMS LES 3 ET 4 DECEMBRE

François Bayrou était en déplacement à Reims du 3 au 4 décembre. Il a, le premier jour, rencontré les salariés de l'entreprise Fossier, bien connu pour ses biscuits roses depuis 1754. Il s'est aussi rendu en fin de journée sur le marché de Noël de Reims puis a tenu une réunion publique pour soutenir le candidat MoDem Franck Noël. Le lendemain, il a rencontré des compagnons du devoir, tailleur de pierre et charpentier, dans la périphérie de Reims et a visité une maison à énergie positive.

<http://www.mouvementdemocrate.fr/actualites/bayrou-deplacement-reims-031208.html>

REACTIONS ET INTERVENTIONS

ABDOULATIFOU ALY

QUESTION AU GOUVERNEMENT LE 9 DECEMBRE 2008 SUR LA DEPARTEMENTALISATION DE MAYOTTE

Retrouvez la question au gouvernement posée par Abdoulatifou ALY, député de Mayotte, à Yves JEGO, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, sur la départementalisation de Mayotte.

Compte-rendu de la séance : http://www.assemblee-nationale.fr/13/cri/2008-2009/20090093.asp#P311_64314

Vidéo : <http://www.mouvementdemocrate.fr/actualites/parlement/aly-assemblee-nationale-question-au-gouvernement-091208.html>

NATHALIE GRIESBECK

11 DECEMBRE 2008 - AGENCES FRANCE PRESSE : LETTRE OUVERTE DE NATHALIE GRIESBECK

Retrouvez la lettre ouverte de Nathalie Griesbeck saluant les efforts visant à sauvegarder le statut et l'indépendance des journalistes. (lire la lettre...)

Madame, Monsieur,

Je souhaite saluer les efforts visant à sauvegarder le statut et l'indépendance des journalistes de l'Agence France Presse. Il faut en effet considérer dans ce projet de "refonte" de votre statut une nouvelle atteinte à la liberté de la presse, et plus largement à la liberté d'expression, dans notre pays.

Je vous annonce avoir signé la pétition mise en ligne sur votre site Internet aussitôt en avoir été informée.

Cordialement,

Nathalie GRIESBECK,
Député européen Grand Est - ADLE / Mouvement Démocrate
Conseiller général de Metz (Moselle)

<http://www.mouvementdemocrate.fr/actualites/europe/griesbeck-communique-presse-AFP-111208.html>

ANNE LAPERROUZE

9 DECEMBRE 2008 - LA NEWSLETTER D'ANNE LAPERROUZE - DECEMBRE 2008

Vous trouverez la newsletter du mois de décembre de Madame Anne Laperrouze, Député au Parlement Européen : <http://www.mouvementdemocrate.fr/actualites/europe/telechargement/NewsletterALdec08.pdf>

<http://www.mouvementdemocrate.fr/actualites/europe/laperrouze-newsletter-091208.html>

CORINNE LEPAGE

12 DECEMBRE 2008 - PAQUET CLIMAT ENERGIE: DES OBJECTIFS REAFFIRMES SANS GARANTIE DE RESULTAT

Il faut reconnaître à la Présidence française son volontarisme et sa pugnacité pour aboutir à un accord des 27 Etats membres de l'Union Européenne sur le Paquet Climat Energie dans un contexte historique de crise financière et économique internationale.

Pour Corinne Lepage, présidente de CAP21 et vice-présidente du MODEM, si l'on peut se féliciter de la portée symbolique de l'accord autour de l'objectif des "3x20" à l'horizon 2020 (20% de diminution des consommations d'énergie, 20 % de part d'énergies renouvelables, 20 % de réduction des gaz à effet de serre) et du signal envoyé au reste du Monde, il faut toutefois observer que les moyens pour y parvenir souffrent de nombreux compromis.

C'est ainsi que les dérogations accordées réduisent le niveau d'effort d'un certain nombre d'Etats et de leurs industries. Il en va ainsi des allocations gratuites et mises aux enchères progressives des quotas de CO2 accordées aux industries énergivores de l'Allemagne ou aux centrales électriques au charbon des Pays de l'Est. Le lobby industriel a donc largement réduit les contraintes jouant de la récession pour obtenir ces aménagements. Les revenus qui auraient pu être générés par le marché de quotas ne seront pas mobilisables pour aider les pays en voie de développement à s'adapter au changement climatique.

Il est par ailleurs regrettable que l'on ait autorisé les Etats à recourir plus largement aux mécanismes de développement propre (MDP) qui permettent d'acquérir des droits de polluer en développant des projets propres dans les pays pauvres plutôt que de mener de coûteux efforts de réduction des émissions à l'intérieur des frontières nationales (pour les secteurs hors marché de quotas comme l'agriculture, le transport, le bâtiment).

Pour Eric Delhaye, président délégué de CAP21 et membre du bureau national du Modem, la mise aux enchères très progressive des quotas et les dérogations accordées à de nombreux secteurs d'activités retarderont les investissements vers des technologies plus propres alors que le coût du carbone devrait être pris en compte

intégralement dans les décisions d'investissement pour préparer efficacement la transition vers une économie décarbonée.

Par ailleurs, l'objectif de 20 % d'énergies renouvelables se traduit dans le domaine des transports par l'incorporation de 10 % d'agrocarburants d'ici 2020. La production de ces carburants d'origine végétale doit être plus strictement encadrée par l'Union Européenne en faisant l'objet d'un bilan écologique et social afin de ne pas menacer la souveraineté alimentaire de certains pays du Sud ou encourager la déforestation et la perte de biodiversité dans certaines régions du Monde.

<http://www.cap21.net/dynamic/compress.php?cp=1303>

12 DECEMBRE 2008 - CAP21 GIRONDE SOUTIENT LE MOUVEMENT ENSEIGNANT ET APPELLE A UN PLAN DE SAUVETAGE DE L'EDUCATION NATIONALE.

Face à la réforme du lycée voulue par Xavier Darcos, les actions lycéennes se multiplient. Aux initiatives des élèves, s'ajoutent celles des enseignants et des parents d'élèves, alertés eux aussi par le manque de lisibilité dans les réformes proposées et l'absence de communication claire et compréhensible de la part du Ministre de l'éducation.

C'est dans cet esprit de solidarité et pour affirmer notre profond désir de sauvegarde de l'éducation nationale, fondement même de notre République, que Laurent Pomarède, responsable de CAP21 en Gironde, parti fondateur du Mouvement Démocrate, participera à la "Veillée Revendicative" décidée par les enseignants du Lycée Montesquieu de Bordeaux. Cette veillée se déroulera le lundi 15 décembre 2008 à partir de 17 heures dans la salle de théâtre du lycée rue Vergniaud.

Il s'agit avant tout pour Cap21 d'afficher son soutien à un mouvement dont l'amplification témoigne de l'urgence de la situation. Nous souhaitons enfin dénoncer l'opacité de la réforme telle qu'elle se définit aujourd'hui.

Notre préoccupation dépasse largement les enceintes des établissements du secondaire et s'inscrit dans le cadre plus large de notre conception de l'éducation nationale, laïc, universelle, génératrice de valeur ajoutée pour une société durable.

Il ne peut y avoir de progrès humain et de citoyenneté responsable dans une démocratie moderne sans une éducation de qualité. L'école est aujourd'hui le lieu d'apprentissage des fondements du pacte républicain que sont la liberté, l'égalité et la fraternité.

<http://www.cap21.net/dynamic/compress.php?cp=1305>

7 DECEMBRE 2008 - CAP21 REGRETTE LA DISPARITION DE L'INSTITUT FRANÇAIS DE L'ENVIRONNEMENT (IFEN)

CAP21, parti fondateur du Mouvement Démocrate présidé par Corinne LEPAGE regrette la dissolution de l'Institut Français de l'Environnement publiée au Journal Officiel du 29 novembre.

Pour Corinne LEPAGE, ancienne ministre de l'environnement, cet institut produisait de manière indépendante des rapports sur l'état de l'environnement en France qui faisaient référence. Le rattachement des missions et des personnels dans le service de l'observation et des statistiques du Commissariat au développement durable du ministère de l'Ecologie entraîne de facto la disparition de l'indépendance de l'information environnementale auprès du public. Le remplacement progressif des personnels spécialisés par des agents plus généralistes ou des statisticiens de l'INSEE renforce cet affaiblissement de l'information.

Par ailleurs CAP21 partage les préoccupations des personnels de l'ADEME sur les conditions de mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement sur les territoires. Pour Eric DELHAYE, président délégué du mouvement, le

placement des délégations régionales sous la tutelle des préfets, la prise en charge de nouvelles missions (gestion du fonds chaleur annoncé en novembre, plan de communication du MEEDDAT) et le transfert de certaines tâches aux nouvelles Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) jettent la confusion la plus totale auprès des personnels d'autant plus que ces réformes se font sans concertation. La situation doit être au plus vite clarifiée.

<http://www.cap21.net/dynamic/compress.php?cp=1286>

INTERVIEW MODEM DE LA SEMAINE: NATHALIE GRIESBECK

Nathalie Griesbeck nous raconte sa rencontre avec le Dalai Lama.

<http://www.mouvementdemocrate.fr/vie-du-modem/interview-de-la-semaine/itv-nathalie-griesbeck-dalai-lama-091208.html>

PARTI DEMOCRATE EUROPEEN

5 DECEMBRE 2008 - DECLARATION DE PRINCIPES

Le 3ème Congrès du Parti Démocrate Européen s'est déroulé à Bruxelles les 4 et 5 décembre 2008.

A cette occasion, deux textes d'orientation ont été approuvés : "la Déclaration de Principes du PDE" et "la Résolution du PDE : Bâtir sur les décombres de la crise".

1. Le Parti démocrate européen porte en Europe les valeurs du courant démocrate dans le monde.
2. Les valeurs démocratiques dans la société, fondées sur la dignité de la personne humaine, sont celles de la liberté, de la responsabilité et de la solidarité.
3. Liberté et responsabilité, c'est le choix d'une citoyenneté de plein exercice, par la liberté d'information, la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, le respect scrupuleux du pluralisme, la protection des citoyens contre l'oppression politique, le poids des discriminations, la domination des seuls intérêts financiers.
4. Liberté et responsabilité, c'est le choix de l'état de droit, d'une économie d'initiative, régulée mais non dirigée par la puissance publique.
5. Solidarité, c'est le respect actif des obligations réciproques entre concitoyens, chances de promotion offertes à tous, et réduction continue des inégalités sociales et culturelles.
6. Solidarité, c'est le respect actif des obligations réciproques entre peuples, notamment des obligations des peuples les plus riches à l'endroit des peuples les plus pauvres et les plus exposés aux tragédies de l'histoire et de la géographie.
7. Solidarité, c'est le respect actif des obligations entre générations, notamment en ce qui concerne le climat, le patrimoine naturel, l'eau.
8. Responsabilité et solidarité exigent donc la recherche d'une démocratie politique, portant un modèle de développement soutenable.
9. La défense de ces valeurs dans le monde ne peut s'envisager que dans le cadre d'un équilibre multipolaire.
10. Dans cet équilibre, l'Union européenne, active et coopérative, doit être capable de s'exprimer d'une seule voix chaque fois que l'équilibre de la planète est en jeu, non seulement comme un des deux piliers de l'alliance atlantique, mais aussi comme acteur autonome et courageux dans le monde global.

11. L'Union européenne est la condition même de notre avenir, comme pays et comme peuples qui comptent dans le monde. Elle est, en même temps, un modèle d'organisation qui peut se proposer à d'autres continents, à d'autres ensembles de pays sur la planète.
12. La condition de l'avènement de l'Union européenne respectée et aimée, c'est la création d'un lien direct avec les peuples et les citoyens, qui permette un contrôle démocratique de son action et lui donne une vraie capacité politique.

<http://www.mouvementdemocrate.fr/actualites/europe/PDE-declaration-de-principe-051208.html>

LE MODEM DANS LES MEDIAS

PRESSE

TSR (SUISSE)

8 DECEMBRE 2008 - FORMULE 1: CAP 21 OPPOSE A LA CONSTRUCTION D'UN CIRCUIT EN ILE-DE-FRANCE

Le parti écologiste CAP21, associé au MoDem, s'est dit lundi opposé à l'éventuelle construction d'un circuit automobile de Formule 1 en Ile-de-France, y voyant le fruit d'une "vision à court terme".

"Lancer un investissement de cette envergure en pleine crise économique relève d'une vision à court terme, en opposition aux critères du développement durable", écrit la formation de l'ancienne ministre Corinne Lepage. Quatre projets coexistent autour de Paris pour accueillir un Grand-Prix de France de F1 en 2010: "Grand Prix de France en Yvelines", "Paris Gonesse Plaine de France", "Paris Motorspace" (Domaine de Ferrières), et "Pôle Val de France" à Sarcelles (Val-d'Oise). (AFP)

<http://www.tsr.ch/tsr/index.html?siteSect=800002&sid=10066689&cKey=1228747274000>

LE SOIR (BELGIQUE)

6 DECEMBRE 2008 - FRANCE : LE PS EXCLUT DE S'ALLIER AVEC LE MODEM

Le « texte d'orientation politique 2008-2011 » approuvé samedi par le conseil national du PS fait de « l'ancrage à gauche » et du « renouvellement » la feuille de route du principal parti d'opposition pour les trois ans qui viennent, et exclut toute alliance avec le MoDem de François Bayrou. Signé par Martine Aubry et par ses alliés Bertrand Delanoë et Benoît Hamon, ce texte élaboré sans les amis de Ségolène Royal tient lieu de ligne politique après l'échec du congrès de Reims à la mi-novembre.

http://archives.lesoir.be/france-le-ps-exclut-de-s%26%238217-allier-avec-le-modem_t-20081206-00KH7U.html?query=bayrou&firstHit=0&by=10&sort=datedesc&when=-1&queryor=bayrou&pos=0&all=693&nav=1

6 DECEMBRE 2008 - FRANÇOIS BAYROU REpond AUX QUESTIONS DE FRANÇOIS LENGLET POUR LA TRIBUNE

Dans cette interview, François Bayrou souligne les manques et les faiblesses du plan de relance de 26 milliards d'euros que vient d'annoncer le Chef de l'Etat. Il propose des remèdes différents face à la crise. Et donne un coup de griffe au Fonds souverain lancé par le gouvernement avec la Caisse des dépôts.

La Tribune - Quel jugement portez-vous sur le plan de relance qu'a présenté Nicolas Sarkozy le 4 décembre ?

François Bayrou - Dans la lutte contre la crise économique, la nouvelle la plus importante du 4 décembre, c'est la baisse massive des taux d'intérêt de la banque centrale européenne. La BCE se montre aujourd'hui active et réactive, après s'être montrée prudente quand il le fallait. Contre toute critique, elle s'est révélée beaucoup plus avisée que son homologue américaine qui, avec sa politique de taux effondrés et son insouciance quant aux risques bancaires, porte une lourde responsabilité dans la crise actuelle.

- Le plan Sarkozy ne vous semble pas à la hauteur ?

- Je ne pense pas que ce plan soit de nature à mettre un terme à la crise, ni même à créer un sursaut de croissance notable. Les moyens de la France sont extrêmement faibles par rapport à ce qu'il faudrait mobiliser pour rétablir la croissance et la confiance. Sans doute, le gouvernement fait-il ce qu'il peut, mais il peut si peu...

- Il s'agit tout de même de 26 milliards d'euros.

- Quand j'analyse le plan, je ne vois que 4 milliards d'euros d'investissements publics véritablement nouveaux. Et encore les liaisons ferroviaires à grande vitesse ont-elles été déjà annoncées plusieurs fois... Quatre milliards, c'est à peine 0,25% du PIB français. On est loin du seuil critique d'une action publique. Cela ne suffira donc pas à faire repartir une machine économique profondément encalminée. Et il ne faudra pas longtemps pour qu'on s'en aperçoive.

- Outre les investissements, il y a également les remboursements des créances détenues sur l'Etat. Cela va soulager la trésorerie des entreprises.

- C'est une bonne orientation, même si on ne fait qu'anticiper sur des obligations prévues et se conformer aux règles de bonne gestion. Car le vrai scandale, c'est d'avoir laissé se créer une telle dette ! Les entreprises, dont les factures traînaient inconsidérément, pour qui les remboursements tardaient, ont servi à faciliter la trésorerie de l'Etat. Et ce, depuis des années, avec la même majorité qu'aujourd'hui...

- Le plan Sarkozy prévoit aussi de simplifier l'accès des PME aux marchés publics, en supprimant les appels d'offres pour toute commande de moins de cinq millions d'euros. Voilà une mesure en faveur des entreprises.

- Autant je souhaite la simplification des procédures publiques, autant je me méfie de l'arbitraire. Je vois venir une situation où les règles de prudence en matière de marchés publics vont être mises à mal. Il y a un niveau de marchés où il n'est pas raisonnable d'accepter le gré à gré. Il m'étonnerait bien que le Conseil Constitutionnel n'ait rien à redire. C'est la lutte contre la corruption ordinaire et la défense de l'argent public qui sont en jeu.

- Parmi les mesures annoncées, il y en a une qui rejoint l'une de vos propositions de 2007, la suppression des charges pour les embauches dans les très petites entreprises.

- Ma proposition était très différente, il s'agissait d'exonérer de charges deux emplois nouveaux, pour cinq ans,

et quelle que soit la taille de l'entreprise et la nature des postes. Dans la mesure Sarkozy, l'exonération ne vaut que pour 2009, seulement pour les entreprises de moins de 10 salariés, et seulement pour les salaires les plus modestes. Autant dire que l'on crée une nouvelle trappe à bas salaires. Et cela sera sans effet, car l'exonération ne vaut que pour 2009, et cet horizon trop court va les dissuader d'utiliser ce dispositif. De même je n'ai pas l'impression que la prime à la casse pour les véhicules anciens soit à la hauteur de la crise. Je crains que les inquiétudes des Français soient trop importantes pour être levées par mille euros de subvention. J'aurais préféré qu'on soutienne la recherche et le développement pour accélérer la mutation industrielle du secteur automobile vers les véhicules propres.

- Le « fonds souverain » à la française, créé il y a quelques semaines, va justement contribuer à soutenir la filière automobile française.

- Je n'ai jamais compris de quoi il s'agissait. Ce fonds est, paraît-il, doté de vingt milliards d'euros, dont 14 d'actifs de la Caisse des Dépôts déjà mobilisés... Autant dire qu'avant d'habiller Pierre, il va falloir déshabiller Paul. Quant à sa finalité, on nous explique qu'il s'agit de protéger des prédateurs les entreprises françaises. Je comprends qu'on va faire grimper le cours de bourse d'entreprises choisies par le pouvoir. Est-ce véritablement le rôle de l'Etat, est-ce la fonction de l'argent public ? J'aurais voulu un vrai fonds souverain, qui intervienne à l'extérieur de nos frontières, pour prendre des participations dans des entreprises au savoir-faire stratégique, avec lesquelles les coopérations seraient profitables à la France.

- Que peut-on faire dans une crise comme celle que nous vivons ? Vous-même, pendant la campagne, n'avez cessé de mettre en garde les électeurs contre la croissance de la dette française.

- Si nous n'avons pas les marges suffisantes aujourd'hui, c'est justement parce que nous avons gaspillé nos marges de manoeuvre, comme je le redoutais à l'époque. Regardez les Etats-Unis : malgré la folie de la guerre en Irak, leur dette nette est bien moins élevée que la nôtre, hors engagements de retraite, car ils ont accumulé les excédents lorsque la croissance était forte. Ce que nous n'avons pas fait. Le gouvernement actuel ne peut donc que constater son impuissance. Il a lui-même gaspillé le peu de ressources que nous avons, avec son « paquet fiscal » de 2007. C'était une cartouche tirée en l'air.

- Alors, que faire aujourd'hui ?

- De l'investissement public massif, dans les infrastructures et la recherche. Pour financer cet effort, j'aurais voulu que nous levions un grand emprunt européen, de 3% du PIB, soit environ 400 milliards d'euros. Un emprunt garanti sinon par les 27 de l'Union, du moins par les états de l'Eurogroupe. Chaque état pourrait tirer ou non sur sa quote-part, en fonction de l'état de son économie. La solidarité se manifesterait par la mutualisation, la garantie que tous les États de la zone apporteraient en commun à l'initiative. Avec cet ordre de grandeur, nous aurions une chance de faire reculer la crise.

- On voit bien que l'Allemagne est rétive, devant l'idée d'une relance européenne. Angela Merkel ne semble pas partager les préoccupations communes.

- C'est l'éloignement entre la France et l'Allemagne qui pose problème. Et j'attribue ce malaise d'abord à la volonté française de tirer la couverture à soi, à une attitude qui met systématiquement l'autre en accusation. Cela dit, je crois que l'Allemagne en viendra à soutenir son économie. Si la crise est conforme à ce que tout le monde craint, tout le monde va être obligé de relancer massivement.

- Vous êtes donc critique sur toute la ligne ?

- Je ne reproche pas à Nicolas Sarkozy son comportement dans la crise. J'ai voté le plan de sauvetage des banques, en n'oubliant pas la contribution intellectuelle du Premier ministre britannique, Gordon Brown, à ce plan. Bien sûr, on « survend », on en fait trop. Mais derrière le rideau de la crise, on est en train de prendre des mesures qui portent atteinte au projet de société républicain français.

- C'est-à-dire ?

- J'en vois au moins trois dans l'actualité récente. Le travail du dimanche, la retraite à 70 ans et la main mise du pouvoir sur l'audiovisuel public. Trois décisions qui portent atteinte au projet de société français. Et, si nous n'y prenons pas garde, elles seront irréversibles. Le devoir de ceux qui partagent ce diagnostic, c'est de réfléchir aux conditions d'une alternance possible, le moment venu.

- Allez-vous pouvoir préparer cette alternance avec Martine Aubry, qui vient d'être désignée Premier secrétaire du Parti socialiste ?

- Ce qui l'a emporté au PS, c'est la fermeture. C'est une posture, bien sûr, mais elle est éclairante. Le PS choisit de s'enfermer, comme si le temps était au sectarisme. Je crois qu'il se trompe mais c'est son affaire... Ma vision est très différente. Comme je crois que l'essentiel est en cause, je suis sûr que pour obtenir l'alternance, il faudra rassembler. Vous savez, les Français qui n'aiment pas ce qu'on est en train de faire de la France ne viennent pas que de la gauche. Il y en a au centre, beaucoup. Il y en a aussi parmi les républicains de droite. Pour gagner, il faudra les rassembler autour de valeurs fondatrices, et d'abord il faudra les respecter. Tous.

Propos recueillis par François Lenglet

<http://www.mouvementdemocrate.fr/medias/bayrou-la-tribune-crise-financiere-061208.html>
et <http://www.latribune.fr/actualites/politique/20081205trib000318588/francois-bayrou-le-plan-de-relance-sarkozy-ne-mettra-pas-fin-a-la-crise.html>

VALEURS ACTUELLES

12 DECEMBRE 2008 - JEAN PEYRELEVADE, VICE-PRESIDENT DU MOUVEMENT DEMOCRATE REpond AUX QUESTIONS POSEES PAR VALEURS ACTUELLES SUR LA RELANCE

Doit-on laisser filer les déficits pour soutenir l'économie ? Faut-il aider les entreprises, doper le pouvoir d'achat ou laisser les excès d'hier se corriger d'eux-mêmes ? Quelles leçons tirer des expériences passées ? Au moment où Nicolas Sarkozy présente un plan de relance de 26 milliards d'euros, Jean Peyrelevade, vice-président du MoDem, mais aussi banquier et économiste, et le professeur Jacques Marseille, pourfendeur des gaspillages de l'État, débattent de l'opportunité des dépenses publiques pour stimuler l'activité économique et combattre la récession. Jean Peyrelevade juge légitime l'intervention de l'État en ces temps d'exception. mais déplore les maigres possibilités de relance laissées par des années de gestion laxiste des finances publiques. Il s'inquiète également des faibles marges de nos entreprises. Jacques Marseille ne se fait guère d'illusion sur l'efficacité de l'intervention de l'État dans l'économie. Les députés redoutent la situation dans laquelle se trouvera la France en 2011, au moment où s'engagera la campagne électorale, quand il faudra réduire un déficit porté à 4 % du PIB. A priori, nos intervenants sont d'accord sur un point : une relance par la consommation, que Jean Peyrelevade qualifie d'erreur historique dans son dernier livre, serait inappropriée à la situation française. Prioritairement tourné vers l'entreprise, l'investissement et le logement, le plan de Nicolas Sarkozy ne les choque pas, même s'ils en contestent l'ampleur et en critiquent les détails.

Jean Peyrelevade Face à une crise aussi profonde, il faut accepter l'idée que nous sommes dans un régime d'exception. L'article 16 appliqué à l'économie, en quelque sorte ! Un certain nombre de mesures inacceptables en régime de croisière deviennent souhaitables en temps de crise et l'idée de la relance me semble parfaitement légitime. Ce qui ne nous exonère pas de nos erreurs passées ! Comme nous sommes entrés dans cette crise avec des finances publiques bien plus dégradées que la plupart de nos grands concurrents européens, notre marge de manœuvre est plus serrée. N'oublions pas que si nous pratiquons un effort de relance en proportion du PIB aussi intense que le leur, nous sortirons de cette crise avec, à nouveau, une situation comparée qui nous sera très

défavorable. Je suis par avance inquiet de l'état dans lequel nous serons à la sortie de la crise, en comparaison, par exemple, avec l'Allemagne.

Ensuite, la relance doit être nécessairement différente dans sa forme et dans son contenu en fonction des caractéristiques et des conjonctures propres à chaque pays. Je trouverais normal, par exemple, que l'Allemagne fasse un peu de relance par la consommation, elle en a la capacité, mais je pense absolument indispensable que la relance française soit uniquement tournée vers l'investissement. Enfin, cela ne nous interdit pas de nous interroger sur les dépenses publiques inutiles. Accepter plus de déficit pour relancer la machine n'empêche pas de récupérer les sommes dépensées inutilement. Un exemple : l'argent public utilisé par l'État pour favoriser le développement des heures supplémentaires, dans la conjoncture actuelle, me paraît relever du surréalisme le plus extrême. J'aimerais voir Nicolas Sarkozy revenir sur cette erreur fondamentale qui coûte tout de même quelques milliards d'euros par an et qui, sur fond de montée du chômage, va nécessairement aggraver le problème de l'emploi. Les employeurs ont maintenant un intérêt majeur à déclarer le maximum de durée de travail sous forme d'heures supplémentaires, quitte à réduire de fait les horaires normaux, par exemple en supprimant l'intérim.

Jacques Marseille À chaque fois que l'on prononce le mot relance, c'est toujours par référence au passé et à la crise de 1929. On a le sentiment que toute crise est liée à une chute de la consommation avec des entreprises en difficulté parce que la demande s'effondre. La réaction classique consiste donc à dire : il faut relancer la demande des ménages, dont la consommation va permettre de sortir de la crise. Mais est-on dans la même situation aujourd'hui que lors des crises précédentes ? Absolument pas.

Le pouvoir d'achat des Français a tout de même augmenté, ces vingt dernières années, même si ce n'est pas dans des proportions importantes. Nous ne sommes pas, comme en 1929, dans une situation de chute du pouvoir d'achat au sein d'une société beaucoup plus pauvre. Le PIB par habitant était alors en France, en monnaie constante, de 4 500 dollars, il est de plus de 24 000 dollars en 2007. Aujourd'hui, on peut se demander à quoi servirait la relance ? Que veut-on que les ménages consomment de plus et qui permettrait de sauver l'économie ? Relancer la demande ne me paraît pas du tout à l'ordre du jour. Parlons de relance de l'offre. Regardons le fonds d'investissement stratégique proposé par Sarkozy, 20 milliards d'euros, que nous n'avons pas. Je propose d'ailleurs que dorénavant la Caisse des dépôts s'appelle plutôt la Caisse des "sorties", ce serait plus approprié. Souvenons-nous que l'année prochaine, l'État français va devoir emprunter 165 milliards d'euros sur les marchés financiers pour financer les intérêts de la dette, le capital venant à échéance et le déficit budgétaire, qui dépassera les 50 milliards. Mettre 20 milliards sur le tapis pour relancer l'investissement tout en empruntant 165 milliards pour financer les dépenses courantes, avant même tout investissement, relève de la fuite en avant. Ce n'est pas sérieux. Je préfère m'inspirer de ce qui a été fait lors de la dernière récession, en 1993, où des pays comme la Suède (72 % du PIB dépensés par l'État) ont accepté l'idée qu'ils n'avaient d'autre solution que de réduire la dépense publique. J'ai bien conscience en tenant ces propos de ne pas être à la mode. Je prends deux exemples de dépenses publiques fortement inutiles, en France, et qui coûtent 100 milliards d'euros. La formation professionnelle : 28 milliards d'euros, qui ne servent pas à grand-chose. Ceux qui en profitent n'en ont pas besoin et ceux qui en auraient besoin n'en profitent pas. Les 65 autres milliards sont dépensés avec les quelque 6 000 dispositifs d'aides publiques aux entreprises, la moitié étant consacrée à l'abaissement des charges sur les bas salaires. Ce qui conduit ainsi la France à avoir le taux de smicards le plus élevé d'Europe, grâce à l'argent public qui a allégé les charges ! Quand on compare les entreprises aidées et celles qui ne le sont pas, on s'aperçoit que celles qui sont aidées meurent plus vite, embauchent moins, ont de moins bons résultats. Parce que les aides vont vers les entreprises qui vont mourir. Il me semblerait intéressant de mesurer l'efficacité et la pertinence de ces 100 milliards de dépenses. L'urgence, dans cette période de crise, n'est pas de faire un plan de relance à la Keynes. Il vaudrait mieux repenser l'ensemble de la dépense publique.

Jean Peyrelevade Je suis ravi d'apparaître soudainement comme modéré dans ma critique de la politique économique de Nicolas Sarkozy. Mais je crains que Jacques Marseille ne m'ait pas écouté. Je ne crois pas avoir parlé une seule fois de la crise de 1929 ni de relance par la consommation. J'ai dit très exactement le contraire. Je crois absolument nécessaire effectivement de faire une relance par l'offre, c'est-à-dire par l'investissement. Pourquoi ? L'économie française a deux faiblesses majeures. La première, c'est l'état de ses finances publiques, que Nicolas Sarkozy a continué à aggraver, et la deuxième, qu'il a perpétuée également, c'est que les entreprises françaises sont, de tous les pays industrialisés, celles qui ont les marges les plus faibles. Nous avons un manque de compétitivité criant par rapport à nos grands concurrents. Les prévisions officielles de l'Insee – réalisées avant la crise – laissent penser que de 2008 à 2010 les marges des entreprises vont continuer à

diminuer. Les entreprises françaises, plus fragiles, vont particulièrement souffrir et nous allons enregistrer un taux de défaillances élevé. C'est pourquoi il est essentiel d'apporter de l'oxygène dans les secteurs où l'on est sûr d'obtenir des résultats. Dans la construction par exemple. Ouvrons le grand chantier de la remise aux normes environnementales de l'ensemble des bâtiments. Il me semblerait astucieux d'injecter des moyens dans le Grenelle de l'environnement – qui pour l'instant n'en a aucun – et que l'État lance, éventuellement sur fonds d'emprunt, un grand programme de remise aux normes des bâtiments publics de ce pays. C'est ce que j'appelle la relance par l'investissement, indispensable compte tenu de la faiblesse de l'appareil productif français. J'ai par ailleurs un désaccord radical avec Jacques Marseille, qui est aussi un désaccord politique. Sous une apparente critique, il apporte un confort formidable à ce qui pour moi relève du mythe le plus absolu de la politique économique de la droite depuis des années. Le mythe, c'est : "Braves gens, ne vous inquiétez pas, on va rétablir les finances publiques en diminuant nos dépenses." Des économies vont suffire à rétablir la situation. C'est le discours tenu par Nicolas Sarkozy pendant l'élection présidentielle... Soyons réalistes. Nous allons avoir, la crise s'additionnant à notre lourd passé, un déficit public annuel de l'ordre de 60 à 70 milliards d'euros. Le programme d'économies le plus vertueux, la RGPP [révision générale des politiques publiques], tend à réduire les dépenses de 7 milliards par an. Admettons ce chiffre, même s'il est loin d'être garanti. Où sont les 63 milliards manquants ? Nous sommes dans l'illusion. Jamais les économies de dépenses ne permettront de rétablir les finances publiques. Supprimer les exonérations des entreprises, c'est diminuer encore un peu plus leurs marges. Tant que l'on ne réalisera pas que c'est le problème majeur de notre économie et que, dans cette crise, nous risquons plus que d'autres d'assister à la disparition d'une partie de notre appareil productif, on restera à côté de la plaque. Et je ne crois pas une seconde aux 100 milliards d'économies de Jacques Marseille.

Jacques Marseille Si le problème des entreprises, c'est l'affaiblissement de leurs marges parce que leurs charges sont trop élevées, la relance par l'offre, c'est quoi ?

Jean Peyrelevade C'est très simple. Il s'agit, après des années de cadeaux fiscaux aux ménages et d'exonérations de charges sociales uniquement destinées à compenser des surcoûts imposés par ailleurs, de donner aux entreprises de vrais allègements de charges, notamment à l'investissement afin d'améliorer leurs marges.

Jacques Marseille Je veux bien voir l'argent public dépensé, à condition de savoir ce qu'est son utilité réelle. Que va faire l'État pour relancer l'offre ? Il va ouvrir des marchés, donner des subventions ? Les Français veulent des logements. Il leur suffit d'attendre un peu, les prix vont baisser de 40 % dans les trois prochaines années !

Jean Peyrelevade Mais je n'ai jamais parlé de relance par l'immobilier, je parle de travaux publics. Une politique de relance par l'investissement consiste effectivement à ouvrir des marchés, comme la remise aux normes environnementales des bâtiments publics.

Jacques Marseille La vraie bombe, en termes de mutation, c'est le financement des retraites et de la santé, soit quelque 380 milliards de dépenses aujourd'hui, le double en 2020. En fait, le système de retraite par répartition est mort ; sur une longue période, c'est la Bourse qui a constitué le meilleur des placements, 3,3 % de 1913 à 2000, dividendes réinvestis.

Pour répondre à Hervé Mariton, le New Deal est largement un mythe. Roosevelt n'a fait que "bricoler". En réalité, la seule vraie politique de relance qui ait réussi, c'est celle de Hitler. Une relance par l'investissement dans les infrastructures et l'armement, sans inflation ! Un "modèle" dont il serait imprudent de s'inspirer... Pourquoi le déficit est-il à la mode, repris un peu partout ? Voici mon hypothèse : pour des hommes politiques très déconsidérés, reprendre la main en faisant croire qu'ils ont du pouvoir, c'est pain bénit, tout simplement.

Jean Peyrelevade : Ce n'est pas mon avis. L'interventionnisme, dès lors qu'il est avisé, est vertueux. Mais l'inconvénient des mesures anticycliques qui répondent à cette crise, c'est qu'on en sortira de fait avec une situation très détériorée. À la fin 2010, l'endettement public représentera 75 % du PIB. Notre appareil productif sera également très affaibli. Il y aura donc une tâche de redressement d'autant plus difficile à mener qu'elle coïncidera avec un calendrier politique délicat, à la veille de la présidentielle de 2012.

Hervé Mariton se demande qui va payer. Eh bien, les ménages français évidemment, selon des clés de

répartition qu'il appartiendra aux politiques de définir. Sachant que l'État est toujours plus efficace quand il s'agit de répondre à la demande que pour faire payer. Prenons l'exemple de la Sécurité sociale. Nous sommes dans un système de répartition qui traîne année après année un déficit récurrent : 10 milliards aujourd'hui, 15 demain. Or, il n'y a que trois voies de redressement : la diminution de la dépense – mais le gisement d'économies, là, est très faible –, la hausse des cotisations et la baisse des prestations. Ce débat sera inéluctable en 2012-2013. Aujourd'hui, la signature publique peut suffire à gérer la relance, mais qu'en sera-t-il en sortie de crise ?

Pour ce qui concerne la Commission européenne, elle va prendre acte du fait que l'on est en régime d'exception pendant deux ans ; durant cette période, la contrainte bruxelloise va disparaître. À la sortie, il y aura cependant sûrement une remise en question de la signature de certains petits pays, peut-être même de pays appartenant à l'euro. Il y aura donc un retour brutal de la discipline bruxelloise. Au nom de la solidarité entre les États, Bruxelles peut devenir un FMI européen, consentant des efforts.

<http://www.mouvementdemocrate.fr/medias/peyrelevade-valeur-actuelle-relance-12128.html>

CHALLENGES

9 DECEMBRE 2008 – JEAN PEYRELEVADE : "PEU DE MOYENS POUR LE PLAN DE RELANCE"

Vice-président du MoDem et de la banque Leonardo, il a notamment été le directeur adjoint de cabinet de Pierre Mauroy à Matignon de 1981 à 1983 et a dirigé le Crédit Lyonnais de 1993 à 2003. Il vient de publier "Sarkozy, l'erreur historique" (Plon).

Vous avez publié début septembre un livre sévère sur la politique économique de Nicolas Sarkozy. Comment jugez-vous l'attitude du chef de l'Etat face à la crise ?

Par rapport à la crise financière elle-même, il a tenu son rôle de manière normale et assez efficace. En revanche, les erreurs de politique économique qui ont été commises pendant la première année de son mandat n'ont pas été corrigées et on va les retrouver en sortie de crise, où la situation sera moins bonne qu'à son arrivée.

Vous vous montrez très critique sur la politique budgétaire menée depuis un an et demi, et notamment le paquet fiscal. Pensez-vous qu'une politique anti-crise est possible sans laisser filer le déficit ?

Cela n'est pas possible. Nous sommes actuellement en régime d'exception, un peu comme avec l'article 16 [qui permet au président de la République de prendre les pleins pouvoirs en période de crise, ndlr]. Mais il faut savoir en sortir!

En tant que dirigeant de banque, comment jugez-vous le plan de sauvetage mis en place par le gouvernement français ?

La garantie publique sur les financements interbancaires est indiscutable.

La recapitalisation de 10 milliards d'euros, elle, manque de clarté. On ne sait pas vraiment si ce sont les banques qui l'ont demandée ou le gouvernement qui l'a imposée. On ne sait pas non plus si elle est durable (mais dans ce cas, le gouvernement devrait être présent dans les organes de décision, comme au Royaume-Uni) ou destinée à être remboursée le plus vite possible: la Commission européenne aurait alors raison de réclamer des mécanismes de remboursement...

Vous préconisez de réarmer l'appareil productif français. Dans cette optique, le plan de relance annoncé à Douai vous satisfait-il ?

- Comme les finances publiques sont très dégradées, on met peu de moyens dans le plan de relance. 1,3 point de PIB est un bon chiffre, mais il doit être ici divisé de moitié car ce plan relève de l'habillage. Il évite une relance par la consommation qui aurait relevé d'un entêtement diabolique, mais aurait nécessité des sommes beaucoup plus importantes pour l'investissement et des plans sectoriels plus musclés, avec moins de saupoudrage des

aides. Le plan pour l'industrie automobile n'est par exemple pas à la hauteur, avec une mesure-gadget déjà pratiquée avec un succès incertain, la prime à la casse, et des sommes consacrées à la R&D et à l'emploi insuffisantes. De plus, ce plan ne démonte pas le mécanisme pervers du paiement par l'Etat et la Sécurité sociale des heures supplémentaires, via les allègements de charges et d'impôts, mais y ajoute au contraire l'idée d'exonérer de charges sociales les nouvelles embauches.

Vous étiez aux côtés de Pierre Mauroy à Matignon lors du tournant de la rigueur de 1982-1983. Quelle leçon en avez-vous tirée sur le pilotage de la politique économique en période de crise ?

Nous avons perdu beaucoup d'énergie car Laurent Fabius s'opposait, avec l'Elysée et les "visiteurs du soir" [des patrons comme Jean Riboud ou François Dalle, alliés à Laurent Fabius, ministre délégué au Budget, et Pierre Bérégovoy, ministre des Affaires sociales, pour prôner une sortie du SME, ndlr]

à la politique menée par Pierre Mauroy et Jacques Delors. On ne peut pas fonctionner pendant une crise avec trois équipes séparées -une à l'Elysée, une à Matignon et une à Bercy- et il faut que l'équipe de Bercy soit extrêmement forte. Or, cela n'est pas apparent aujourd'hui, car la parole politique appartient à Nicolas Sarkozy et la parole technique à François Pérol [le secrétaire général adjoint de l'Elysée, ndlr].

La création d'un ministère de la Relance économique confié à Patrick Devedjian n'affaiblit-elle pas justement Bercy ?

Ce n'est pas rendre service au ministre de l'Economie que de faire annoncer un tel plan de relance par le président de la République et de nommer ensuite un ministre chargé de suivre son exécution. De plus, cette annonce relève de la communication: le malheureux Patrick Devedjian, qui est tout sauf un économiste, n'aura pas autorité sur l'administration. Le suivi d'un plan de ce type relève directement de l'autorité du Premier ministre et du travail des comités interministériels.

Propos recueillis par Jean-Marie Pottier, journaliste à Challenges.fr.

http://www.challenges.fr/politique_economique/20081205.CHA9082/peu_de_moyens_pour_le_plan_de_relance.html

LE FIGARO

12 DECEMBRE 2008 - LES RADICAUX VEULENT EXISTER A COTE DU PARTI MAJORITAIRE

Un opéra pour réunir les radicaux en congrès. Le cadre pourrait surprendre ceux qui ignorent que le secrétaire général du Parti radical, Laurent Hénart, est également président de la Réunion des opéras de France. Mais c'est le choix de Massy, en Essonne, où se réunissent samedi et dimanche les troupes de Jean-Louis Borloo, qui est symbolique. La ville est une prise de la majorité aux dépens de François Bayrou. En mars, Vincent Delahaye, maire sortant UDF, était réélu avec le soutien de l'UMP et a rejoint depuis le Parti radical. «Je suis un orphelin de la famille centriste telle que l'avait conçue Giscard d'Estaing, explique Vincent Delahaye. J'ai hésité à rejoindre le Nouveau Centre, mais c'est la personnalité de Jean-Louis Borloo qui m'a convaincu de rejoindre les radicaux.»

Laurent Hénart y voit une preuve de plus du «dynamisme» de son parti. «Face à François Bayrou, chacune des formations de la majorité, du Nouveau Centre au Parti radical, des progressistes à l'UMP même, a un rôle à jouer et des atouts à faire valoir», estime le secrétaire général du parti.

«Stabilisation de nos effectifs»

Ce dynamisme se traduit cependant davantage dans les ambitions que dans les faits. Avec 8 à 10 000 adhérents revendiqués, la formation de Borloo fait figure de poids plume face aux quelque 295 000 cartes de l'UMP. «Nous sommes en période de stabilisation de nos effectifs, se défend Hénart. Notre campagne d'adhésion lancée le mois dernier n'a pas encore porté ses fruits.»

À leur décharge, l'association en 2002 du Parti radical avec l'UMP a conduit à des adhésions communes aux deux partis et ce n'est qu'en 2007 que les Valoisien ont retrouvé des cartes autonomes. «Au début, cela a profité à l'UMP, reconnaît un baron du parti présidentiel. Mais aujourd'hui, dans certaines régions, les permanences sont noyautées par des radicaux et l'on repart avec une carte du Parti radical quand on vient adhérer à l'UMP.» Rue La Boétie, ils sont ainsi nombreux à s'agacer de la petite formation, «juste bonne à nous prendre de l'argent », selon un cadre, et de leur très populaire président Jean-Louis Borloo. D'autant que le ministre du Développement durable n'en fait qu'à sa tête. Nicolas Sarkozy l'avait invité à rejoindre la direction de l'UMP en 2007, en vain. Il l'a ensuite poussé à conduire la grande réunification des familles radicales ; le projet est au point mort. Borloo est à nouveau sollicité aujourd'hui pour des responsabilités alors que le parti présidentiel se réorganise. «Il le fera au moment opportun, confie un proche. Il ne veut pas devenir un trophée de plus au tableau de chasse du président.» «C'est davantage la popularité de Borloo que ses qualités de radical qui intéresse aujourd'hui l'UMP», renchérit un autre.

À l'heure où l'idée d'une confédération de la majorité ressurgit, Laurent Hénart écarte d'ailleurs le projet d'une structure trop rigide : «pas sûr qu'il y ait besoin de statuts ou même d'un président», estime-t-il. Le secrétaire général préfère un «tour de table pour échanger et se coordonner». «La majorité a besoin de sa diversité et, plus que jamais dans cette situation de crise, de mettre en avant son aile sociale», conclut Hénart. Une aile sociale que l'UMP n'a pas vocation à incarner, faut-il comprendre.

<http://www.lefigaro.fr/politique/2008/12/13/01002-20081213ARTFIG00324-les-radicaux-veulent-exister-a-cote-du-parti-majoritaire-.php>

11 DECEMBRE 2008 - UNE MAJORITE POUR L'OUVERTURE DES MAGASINS LE DIMANCHE

Sophie Huet

Selon le Politoscope OpinionWay-Le Figaro-LCI, 66 % des personnes approuvent l'extension du travail dominical dans les commerces.

Nicolas Sarkozy est «très» déterminé à faire inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée avant Noël la proposition de loi de Richard Mallié (UMP) sur le travail du dimanche, qu'il juge «modérée». Il n'a jamais eu l'intention de généraliser le travail dominical, fait valoir son entourage, mais d'autoriser l'ouverture des magasins le dimanche «là où il y a une concurrence forte», notamment dans les zones touristiques et frontalières.

Jeudi matin, lors du petit déjeuner hebdomadaire de la majorité, le chef de l'État a donc annoncé son intention de faire inscrire ce texte à l'ordre du jour mardi prochain, à l'issue du débat sur l'audiovisuel. Résolu à obtenir un consensus sur ce texte qui soulève de vives oppositions au sein du groupe UMP pour des «raisons sociétales», le président de la République réunira les députés récalcitrants lundi après-midi, en présence du président du groupe UMP, Jean-François Copé. La gauche a d'ores et déjà annoncé le dépôt de «plusieurs milliers d'amendements contre ce texte». Pour Jean-Marc Ayrault, le patron des députés PS, «l'obsession présidentielle est totale. Il en fait une affaire personnelle.»

Sortir de l'«illégalité»

Selon le dernier Politoscope OpinionWay-Le Figaro-LCI, 66 % des Français sont favorables à ce que l'on autorise tous les commerces à ouvrir le dimanche «s'ils le souhaitent». Parmi eux, on compte plus de la moitié (52 %) des électeurs de Ségolène Royal au premier tour de l'élection présidentielle, 54 % des partisans de François Bayrou, sans compter une écrasante majorité (80 %) des électeurs de Nicolas Sarkozy, autant que ceux de Jean-Marie Le Pen. Une certitude : la proposition Mallié ne pourra pas être adoptée en première lecture avant Noël. Seule la discussion générale, avec l'examen des motions de procédure de la gauche, pourra avoir lieu, le débat sur les amendements étant reporté à janvier 2009.

Grand connaisseur du dossier, en tant qu'ancien ministre du Travail, Gérard Larcher a estimé jeudi qu'il fallait «déramatiser» la question, sortir de l'«illégalité» et des «pratiques erratiques» actuelles. Tout en reconnaissant les «approches émotionnelles respectables» des opposants UMP à la réforme, le président du Sénat, qui était l'invité de l'Association des journalistes parlementaires, a déclaré, en forme de mise en garde, qu'il n'était «pas certain qu'en son état la proposition de loi réponde à toutes les questions, par exemple en termes de protection et de droit du travail, et en termes de décision localisée». C'est dire que la proposition de loi, qui a connu

plusieurs rédactions avant d'arriver dans l'hémicycle de l'Assemblée, devra encore passer sous les fourches caudines du Sénat.

L'intégralité du sondage (pdf) : <http://www.lefigaro.fr/assets/pdf/OpinionWay1112.pdf>

<http://www.lefigaro.fr/politique/2008/12/12/01002-20081212ARTFIG00005-une-majorite-pour-l-ouverture-des-magasins-le-dimanche-.php>

11 DECEMBRE 2008 - BAYROU, RAFFARIN, VALLS ET LE «CARDINAL REPUBLICAIN»

L'analyse de Jean-Marie Guénois, rédacteur en chef adjoint chargé des questions religieuses au Figaro.

Deux ombres planaient, mardi soir, sur le collège des Bernardins, à Paris. Celle du cardinal Jean-Marie Lustiger et celle de Blaise Pascal. «Le cardinal», comme on l'appelle toujours, ancien archevêque de Paris, décédé en août 2007, était le sujet d'un colloque intitulé «Jean-Marie Lustiger, cardinal républicain» organisé par le Service pastoral d'études politiques (Spep) du diocèse de Paris. Et Blaise Pascal parce que ce génie, enterré dans la toute proche église Saint-Étienne-du-Mont, fut cité, à maintes reprises, devant une salle archicomble. Le fauteur de référence fut le nouvel académicien et philosophe Jean-Luc Marion. Il remplaçait Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française, retenue en Russie pour les obsèques du patriarche orthodoxe Alexis II. Bien que novice à l'Académie - il y est élu depuis un mois -, Marion est un complice de la première heure (Quartier latin, 1968) de l'abbé Lustiger, dont il va d'ailleurs occuper le siège, quai Conti. Ami aussi, devenu son conseiller discret et écouté. «Il fut républicain avant d'être cardinal», affirma ce fidèle, car il «se sentait libre et survivant parce que français». Mais cet homme de Dieu à forte «sensibilité politique», nuança-t-il, regarda toujours la politique «d'un point de vue extérieur». C'est-à-dire, vue «du troisième ordre» de Pascal, le plus élevé. Celui de la «charité» distinct de celui des «esprits» et de celui des «corps».

Distinction donc à l'égard du politique mais sans trop de distance pour autant. Jean-Pierre Raffarin a évoqué avec humour «la place» que prenait l'archevêque de Paris - qui avait une haute conscience de son rôle et de son rang - dans le bureau du premier ministre ! De fait, «il cultivait l'art de l'interrogation des décideurs politiques, qu'il poussait dans leurs retranchements», nota le professeur Mathieu Rougé, organisateur de la rencontre et l'un des secrétaires particuliers du cardinal. Commença alors un véritable festival de vie personnelle-vie publique entre Jean-Pierre Raffarin, François Bayrou, président du MoDem, et Manuel Valls, député maire PS d'Évry. Confidences pour ce dernier, issu de l'immigration espagnole, qui a rejeté son catholicisme mais reste hanté par «ce christianisme personnel qui me taraude toujours». Ou pour François Bayrou qui lança un admiratif «j'aimais beaucoup cet homme» à propos du cardinal Lustiger.

Convergences sur la nécessité pour ces trois hommes politiques de ne pas perturber l'équilibre sensible de la laïcité, «pilier central» de notre pays.

Vif débat, en revanche, sur le dosage du rôle du religieux par rapport au politique. François Bayrou se distinguant en professant une stricte séparation entre la conscience personnelle et la responsabilité politique accordée par des électeurs et où «ma mission n'est pas de représenter ma famille».

Distinction, interférence, distance étaient, au fond, le cœur d'une problématique reposée, à sa manière, entre religion et politique, par le cardinal Lustiger. Il «adorait la politique», assura le chercheur Dominique Wolton, mais il «agissait avec l'idée que le catholicisme était la matrice culturelle de la France», expliqua le jésuite Henri Madelin. Il créa, en tout cas, une «importante rupture» culturelle, selon le chercheur Philippe Portier. Le tout dans une alchimie française très complexe, suggérée par un autre proche, aujourd'hui son successeur, le cardinal André Vingt-Trois : le poids d'un compagnonnage - oublié - de quatorze ans, souvent chaotique entre «le cardinal» et le président François Mitterrand... Avec ce paradoxe subtil dont les deux responsables étaient pleinement conscients, le catholique de culture laïque et le laïque de culture catholique.

<http://www.lefigaro.fr/debats/2008/12/11/01005-20081211ARTFIG00440-bayrou-raffarin-valls-et-le-cardinal-republicain-.php>

Voir aussi La Croix : <http://www.la-croix.com/article/index.jsp?docId=2358981&rubId=4078>

8 DECEMBRE 2008 - FRANÇOIS BAYROU REFUSE DE CAUTIONNER UN PLAN DE RELANCE DONT IL CONTESTE L'AMPLEUR

Le président du Modem souligne les manques et les faiblesses du plan de relance de 26 milliards d'euros que vient d'annoncer le Chef de l'Etat. Il propose des remèdes différents face à la crise. Et donne un coup de griffe au Fonds souverain lancé par le gouvernement avec la Caisse des dépôts.

François Bayrou enfonce un coin dans le plan de relance présenté par Nicolas Sarkozy. Le président du Mouvement démocrate (MoDem) a indiqué, samedi 6 décembre, à l'issue du conseil national de sa formation, qu'il n'envisageait pas de le voter lorsqu'il sera examiné à l'Assemblée nationale, début janvier 2009. Il avait pourtant voté le plan de sauvetage bancaire le 14 octobre.

Pour l'ancien candidat à l'élection présidentielle, la relance Sarkozy "ne permettra pas de changer le visage de la crise". "Il y a beaucoup d'habileté, pour ne pas dire d'illusion, sur sa présentation comptable, estime M. Bayrou, mais, au bout du compte, cela ne représente que 4 milliards d'euros d'investissements réels, soit à peine 0,25 % du PIB. On est très loin de l'effet de levier nécessaire. Ce n'est pas avec ça qu'on va arrêter ou détourner la crise."

Le député des Pyrénées-Atlantiques met en relation ce "plan peu substantiel" avec le montant du "paquet fiscal" adopté en début de législature, qui représente un coût annuel de 12 milliards pour le budget de l'Etat. "Une erreur majeure", à ses yeux, qui "prive la France de toute marge de manoeuvre en période de mauvais temps". "Nous allons sortir de la crise tout nus", a, pour sa part, estimé Jean Peyrelevade, vice-président du MoDem chargé des questions économiques.

M. Bayrou déplore l'absence de "réflexion commune" à l'échelle européenne. "On aurait dû mettre sur la table l'idée d'un grand emprunt européen à hauteur de 3 % du PIB, chaque Etat européen aurait pu puiser pour conduire ses politiques de relance", suggère-t-il, plaidant pour une "mutualisation du risque".

A la critique de l'"insuffisance" du plan, le président du MoDem ajoute la dénonciation de la mesure annoncée par le chef de l'Etat qui vise à relever de 206 000 euros à 5,15 millions d'euros le seuil d'autorisation des procédures allégées d'appel d'offres pour les marchés publics.

"C'est une décision dangereuse", s'est-il élevé. "On ne peut pas se servir de la crise comme paravent pour faire sauter des règles prudentielles précisément dressées pour éviter les dérives des marchés de gré à gré dont on sait qu'ils ont été générateurs de tant de complaisances, voire de corruptions", s'indigne-t-il, convaincu que, "en tout état de cause, le Conseil constitutionnel aura son mot à dire" sur ce sujet.

Patrick Roger

http://www.lemonde.fr/politique/article/2008/12/08/francois-bayrou-refuse-de-cautionner-un-plan-de-relance-dont-il-conteste-l-ampleur_1128273_823448.html

Aussi sur :

Le Figaro : <http://www.lefigaro.fr/politique/2008/12/08/01002-20081208ARTFIG00271-bayrou-juge-insuffisant-le-plan-de-relance-.php>

Le Nouvel Observateur :

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/20081206.OBS4293/?xtmc=planderelance&xtcr=2>

L'Express : http://www.lexpress.fr/actualites/1/bayrou-n-envisage-pas-de-voter-le-plan-de-relance-annonce-par-sarkozy_7198758.html

AFP : http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gzJzGHK_BWabPKOUXCCY54DjrIrg

Le Point : <http://www.lepoint.fr/actualites-politique/bayrou-le-plan-de-relance-de-sarkozy-insuffisant-pour-eviter-la/917/0/297684>

12 DECEMBRE 2008 - BAYROU : "LA MEUTE DES HYENES" EST LACHEE

"Dans une monarchie ça fonctionne comme ça, par grâces et disgrâces", a ajouté le président du MoDem, faisant référence à Rachida Dati et Rama Yade.

En réaction aux déclarations de Bernard Kouchner remettant en cause la fonction de Rama Yade au poste de secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, François Bayrou a estimé, jeudi 11 décembre au soir, que "la meute des hyènes" était lâchée. Rama Yade, elle, avait pourtant assuré qu'il fallait "tourner la page".

"Rama Yade aujourd'hui, Rachida Dati la veille, sont ciblées", a déclaré le président du Mouvement Démocrate (MoDem) lors de l'émission "A vous de juger" de France 2.

Car "c'est la cour. Dans une monarchie ça fonctionne comme ça, par grâces et disgrâces", a-t-il ajouté. "Quand on est en disgrâce, il suffit du signe discret du souverain, on ne l'entend pas, mais on lâche contre eux ou elles la meute des hyènes".

"Naufrage d'un boat people"

François Bayrou s'est indigné des déclarations du ministre des Affaires étrangères, qui a affirmé dans un entretien publié mercredi dans Le Parisien : "Je pense que j'ai eu tort de demander un secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme".

"Si c'était un film, on l'appellerait 'naufrage d'un boat people'", a lancé le député des Pyrénées-Atlantiques.

"Je trouve ça extraordinaire de la part de cet homme, Bernard Kouchner, qui pendant 30 ans nous a expliqué, a expliqué au monde entier, sac de riz sur l'épaule, caméra devant lui, que les droits de l'homme c'était le plus important", a ajouté le président du MoDem.

"Il faut tourner la page"

"Il faut tourner la page, Bernard Kouchner s'en est expliqué, maintenant c'est terminé et nous continuons notre chemin", a ensuite dit Rama Yade, invitée de la même émission.

Elle a affirmé en riant qu'il n'y avait "pas de lien" entre les propos de Bernard Kouchner et sa propre décision de ne pas être candidate aux élections européennes, contrairement à ce que souhaitait Nicolas Sarkozy.

"J'ai déjà tout dit là-dessus", a-t-elle ajouté, tout en affirmant sa "complète fidélité au président de la République".

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/politique/20081212.OBS5129/bayrou_la_meute_des_hyenes_est_la_chee.html

MARIANNE

5 DECEMBRE 2008 – JEAN PEYRELEVADE, CRISE : LES PLUS PRIVILEGIÉS DEVRONT CONSENTIR A UN EFFORT

Par Jean Peyrelevade, vice-président du MoDem*. Lorsque la croissance sera de retour, il sera urgent de rétablir les finances publiques. Les entreprises ne pourront pas pourvoir à cet effort. Reste à le demander aux plus aisés des Français.

Marianne : Vous avez écrit un livre très critique sur la politique économique de Nicolas Sarkozy. C'était avant la crise financière. Persiste-t-il dans l'erreur ?

Jean Peyrelevade : Il faut distinguer deux plans. D'abord le traitement, en urgence, de la crise du système financier. Dans ce domaine, l'action du président a été dans l'ensemble positive, son énergie, utile. Je note toutefois que la conception globale du plan de soutien au système bancaire et financier relève de Gordon Brown, lequel a mis de l'ordre dans les idées. Dans ce contexte, Nicolas Sarkozy a « fait le job », suivant une expression qu'il apprécie. Ensuite, je ne vois aucune raison de modifier mon jugement sur sa politique économique antérieure à la crise.

Nous abordons cette crise avec des budgets publics parmi les plus déficitaires des pays développés. L'endettement public va fortement augmenter pendant les deux ans qui viennent. La conjoncture économique entraînera une diminution des recettes fiscales. Puis les mesures d'aide au secteur financier dans un premier temps, aux secteurs industriels frappés par la crise dans un second temps, vont également demander des ressources supplémentaires. Enfin, toute politique de relance, nécessaire aujourd'hui, ne pourra être financée que par l'emprunt.

Mais nous n'avons pas d'autre choix...

Pour l'essentiel, c'est vrai, il n'y a rien d'autre à faire ; mais il faut tout de même trouver les moyens d'éviter un alourdissement trop profond du déficit public. Car nous allons sortir de cette crise avec des niveaux de déficit et d'endettement pouvant échapper à tout contrôle. Ainsi vient-on de pérenniser un déficit récurrent de la Sécurité sociale d'au moins 10 milliards d'euros par an.

Or, qu'a-t-on constaté dans cette crise ? Que la signature publique est le garant ultime du fonctionnement du système. Le pire qui pourrait advenir ? Que l'Etat, venu au secours des banques à coups d'emprunts publics, devienne lui-même suspect. Ce risque n'est pas théorique. Voilà le résultat de la politique antérieure conduite par Nicolas Sarkozy : avant même la crise, il a laissé filer les déficits publics.

Est-il seul responsable ? On peut faire le même reproche à Jacques Chirac entre 2002 et 2007...

Mais Sarkozy, lui, a prétendu tout changer ! Or, il a persisté et même aggravé les politiques antérieures. Comment peut-il justifier certaines dépenses fiscales avec une utilité économique strictement nulle ? Comment peut-il justifier, dans une conjoncture sociale aussi difficile, un bouclier fiscal à 50% qui a pour effet d'exonérer les plus riches de tout effort éventuel de solidarité ?

Le bouclier, ce n'est que 240 millions d'euros...

Il a une valeur symbolique considérable. Si, demain, à la sortie de la crise, on demandait un effort particulier aux ménages les plus fortunés pour redresser les finances publiques, le bouclier fiscal deviendrait un obstacle fondamental.

Par ailleurs, dans une conjoncture dépressive avec une forte montée du chômage, pourquoi dépenser plusieurs milliards d'euros d'argent public afin de subventionner les heures supplémentaires ? Quel est l'intérêt économique d'alléger les droits de succession sur une large partie des ménages les plus favorisés ? Tout cela est complètement décalé.

On peut récupérer, à condition de défaire ce qui a été fait avec la loi Tépà (Travail Emploi Pouvoir d'Achat, août 2007), une dizaine de milliards d'euros qui seraient fort utiles pour relancer l'investissement, notamment dans la construction. Un exemple ? Il faudrait lancer un grand programme de remise aux normes environnementales des bâtiments publics, ce qui est d'ailleurs prévu (verbalement) dans le « Grenelle de l'environnement ». Mais Jean-Louis Borloo n'a pas le moindre sou...

Votre critique est plus large encore : vous reprochiez au président de la République son refus de s'engager dans une politique de l'offre, favorable à la compétitivité des entreprises. Or, la crise crée une autre urgence : celle d'un soutien à la demande, à la consommation des ménages...

Non. Notre appareil productif est de moins en moins compétitif, comme le montrent les résultats catastrophiques du commerce extérieur. Une relance par la consommation, une fois de plus, aurait pour effet de provoquer une bouffée supplémentaire d'importations. Une politique de relance est nécessaire, mais par l'investissement, par des mesures en direction des entreprises. Malheureusement, en période de crise aussi aiguë, il est impossible d'aller au-delà, compte tenu de notre absence de marges de manœuvre.

Donc le changement de conjoncture modifie le programme que vous prôniez et qui a provoqué le scandale : rétablir la compétitivité des entreprises par le basculement d'une partie (4 points de PIB) de la fiscalité sur les ménages. Ce n'est plus d'actualité ?

Je n'ai jamais dit que ce programme de rééquilibrage en faveur de l'appareil productif devait se faire instantanément, et encore moins par la diminution du pouvoir d'achat des ménages. J'ai expliqué, clairement, que ce rééquilibrage devait se faire en déplaçant progressivement les curseurs à partir des produits de la croissance, sans que jamais le revenu disponible des ménages diminue. Or, nous sommes dans une crise telle que tout prélèvement sur les ménages entamerait leurs revenus. C'est donc devenu impossible, et inapproprié. Mais il n'en faut pas moins envisager une sortie de crise. La marge bénéficiaire des entreprises va continuer à diminuer. Nous allons sortir de la crise avec un appareil productif extraordinairement fragile...

Nous serons alors, à vous croire, dans le même scénario qu'à la sortie de la récession en 1993 : l'obligation d'un plan de rigueur...

Je préfère parler de rétablissement des finances publiques. Nous aurons, bientôt, une dette de 70 à 75% du PIB, contre 55% en 1995. Ces 15 à 20 points supplémentaires qui créent un véritable risque d'effet « boule de neige », un service de la dette si élevé qu'il nous contraindrait à emprunter toujours davantage. La question n'est pas de savoir « si », « comment », « quand », mais quel sera ce plan de rétablissement. Cela m'étonnerait que l'on parvienne au résultat sans demander un effort particulier aux plus privilégiés d'entre nous.

C'est une malédiction française : après chaque crise mondiale (1974, 1979, 1995...), notre dette publique se creuse sans jamais se résorber...

Pour une bonne raison : dans les périodes fastes, les responsables politiques ne rétablissent pas suffisamment vite les finances publiques. Ils profitent de ce qu'on a appelé la « cagnotte » pour distribuer davantage. Quand tout va bien, on consomme. Quand tout va mal, on emprunte ! Mais nous devons, après la crise, essayer de nous rapprocher de la moyenne européenne.

Avec quelle majorité politique ?

Les voies du redressement sont difficiles à trouver, à expliquer. On est encore très loin en France, de la fabrication d'un vrai programme de politique économique. De plus, l'échéance présidentielle arrivera en 2012, aussitôt après. Mais je note avec intérêt que ce que je dis sur la perte de compétitivité de l'appareil productif français est repris ouvertement par certains socialistes, à commencer par François Hollande ou Bertrand Delanoë. Didier Migaud, le président socialiste de la commission des Finances de l'Assemblée, dit, lui aussi, que les finances publiques sont dans un état déplorable. Dès lors qu'ils partagent ces constats, se pose une question : que proposent les socialistes ? Nous avons avec eux de vastes terrains de discussions possibles. Propos recueillis par Hervé Nathan

*** Jean Peyrelevade vient de publier *Sarkozy, l'erreur historique* (éd. Plon), 200 p.**

Cette tribune est publiée dans le Marianne numéro 607, dans la rubrique Forum

http://www.marianne2.fr/Crise-les-plus-privilegies-devront-consentir-a-un-effort_a93989.html

fonction. Et puis, il a un talent et une humanité dans ses rapports avec les parlementaires européens et avec le Parlement européen : il a été présent, très agréable, très à l'écoute. Bon ministre.

Bon ministre, ministre sortant et Bruno Le Maire qui sera sans doute choisi demain, est-ce un bon choix ?

Je ne le connais pas. On verra.

On sait que Nicolas Sarkozy avait proposé le poste à Rama Yade en lui proposant de prendre ce poste et ensuite d'être tête de liste aux élections européennes. Elle a dit non aux deux. Cela ne vous surprend-il pas ?

Il y a quelque chose d'un peu déconcertant, c'est de voir la secrétaire d'État en charge des droits de l'homme ignorer la dimension européenne. Parce que s'il y a bien un espace, un lieu, une communauté où doit s'épanouir la question des droits de l'homme, c'est l'Europe, et c'est ça qui est formidable. C'est d'ailleurs mon combat, c'est toute la question des valeurs européennes. En même temps j'ai été très choqué de la réponse du ministre des Affaires étrangères. Je veux dire entendre, voir...

Le fait de dire que le secrétariat d'État aux droits de l'homme ne sert à rien.

Oui, voir le ministre des Affaires étrangères et en plus celui-là, celui qui vient de l'humanitaire dire que les droits de l'homme et affaires étrangères n'ont rien à faire ensemble et qu'il s'est trompé en esquissant l'idée qu'on puisse s'occuper des droits de l'homme, c'est assez déconcertant.

Vous en tirez quelles conclusions ? Que le pouvoir fait perdre ses convictions ?

Oui, probablement oui. Là c'est vraiment à l'épreuve des faits. Bernard Kouchner lui-même tenir ce discours-là, ça, franchement, je pensais avoir vu beaucoup de choses, mais cela m'a beaucoup étonnée.

Un de nos internautes vous demande : « Si Nicolas Sarkozy vous avait proposé ce poste, l'auriez-vous fait pour mettre en œuvre vos convictions européennes ? »

Mais j'ai des convictions européennes. Elles sont très fortes, il a raison. Je vais les exprimer moi, contrairement à Rama Yade, au Parlement européen. J'espère, si les électeurs me font confiance, que je conduirai une liste en Ile-de-France. Je pense que c'est le moment crucial pour l'Europe, que jamais les enjeux n'ont été aussi lourds, aussi importants, aussi considérables. On voit bien les crises financières, économiques, projets de société, climat. Bref ! on voit bien qu'à toutes ces questions-là les seules réponses, elles peuvent être européennes. C'est vraiment mes convictions profondes, mais ça veut dire aussi qu'il faut qu'on change l'Europe probablement et qu'on change le logiciel européen.

Justement le logiciel pour l'instant était bloqué à la suite du non irlandais au référendum. Il semblerait qu'un accord à Bruxelles est en train de se préciser pour que les Irlandais acceptent de voter une seconde fois. Est-ce la bonne solution ?

Oui, c'est la seule solution. Il faut qu'ils revotent en espérant qu'ils voteront favorablement parce que c'est tout de même à eux de prendre la décision. Simplement, je pense qu'on va leur donner satisfaction sur plusieurs points, dans des déclarations sur tout ce qui les troublait type problème de neutralité à laquelle ils tiennent beaucoup, problème de mœurs ou de questions de société, problème de fiscalité. Et puis, surtout, il y a un point sur lequel on va leur donner satisfaction, mais il faut que ce soit une décision à l'unanimité du Conseil, c'est la présence d'un commissaire européen pour l'Irlande. Ce qui veut dire que ça va remettre en cause l'équilibre institutionnel qui avait été écrit dans le traité de Lisbonne et qu'au lieu d'avoir une commission resserrée nous aurons désormais, probablement, un commissaire par État. Moi, ça ne me dérange pas. L'Europe est faite d'États, de peuples, de nations et après tout que chaque État soit représenté ça ne me dérange pas, à condition que la Commission, le président de la Commission future retrouve marges de manœuvre, initiatives, ce qu'il a vraiment perdu ces dernières années.

La présidence française n'est pas tout à fait finie, il reste encore le paquet énergie climat, comme on l'appelle, a adopté. Elle a été très riche avec la crise géorgienne, la crise financière, le paquet immigration. Quelle note mettriez-vous à la présidence française ?

Vraiment une bonne note. Je pense que Nicolas Sarkozy a été à la hauteur de cette présidence. Tout n'est pas parfait, mais, enfin, globalement...

C'est rare chez vous cet éloge pour Nicolas Sarkozy ?

J'essaie d'être objective et de regarder les choses. C'est vrai qu'il s'est impliqué, c'est vrai qu'il a agi. Moi, j'ai des bémols. Il y a des zones d'ombre pour moi. Je trouve qu'on est un peu trop dans la realpolitik, pour reprendre les propos de Bernard Kouchner ; notamment avec la Russie dans la crise Russie-Géorgie, j'ai trouvé qu'on est allé trop loin dans le « plan de paix ». Il y a deux, trois phrases qu'on a écrites sous la dictée de Medvedev. J'aurais préféré ne pas les voir écrites, comme le droit d'ingérence russe à l'extérieur de ses frontières.

Peut-être qu'il les fallait pour avoir le cessez-le-feu.

Avec la Chine j'ai trouvé qu'on avait été dans le mauvais tempo. Mais je mets ces réserves de côté, c'est vrai qu'il a agi. Il a fait le job.

Nicolas Sarkozy était à Londres avec Gordon Brown, entre Brown et lui c'est vraiment la lune de miel. Avec Angela Merkel, ce n'est pas ça.

Ça c'est un point de désaccord que j'ai avec Nicolas Sarkozy.

Construire l'Europe sur le couple franco-allemand est-ce vraiment le pivot essentiel ou faut-il construire des alliances à géométrie variable ?

Oui, c'est le pivot essentiel et Nicolas Sarkozy se trompe en l'oubliant. Je pense qu'il aura mis à mal cette relation franco-allemande, elle aura été mise en mal en tous les cas pendant cette présidence française et c'est une erreur. Je voudrais qu'on essaye de revenir dessus très vite.

Les Allemands n'ont-ils pas été un peu rigides dans leurs positions, notamment sur la crise économique ?

On ne peut passer notre temps, nous Français, à pointer du doigt Angela Merkel en disant que nous avons raison et qu'elle a tort sur tout. Quand vous regardez le plan de relance allemand, c'est exactement la même chose que le plan de relance français, c'est-à-dire à peu près 1,2 ou 3 % du PIB, à une différence près qui est importante et que nous devons nous Français comprendre, c'est qu'ils n'ont pas besoin grosso modo d'emprunter. Ils ont fait des efforts supplémentaires et supérieurs à la France sur la question du déficit. Ce sont des cultures différentes, mais il faut qu'on se comprenne un peu mieux, de ce point de vue là il y aura du travail à faire.

On revient sur le terrain plus strictement français. Depuis la victoire de Martine Aubry au PS, on sent qu'il y a un ton très à gauche toute. Cela ouvre-t-il un boulevard pour le MoDem ?

Nous, nous restons convaincus qu'on peut proposer une alternative, un projet de société, une société dans laquelle et sur la forme et sur le fond nous pourrions justement avoir des différences avec Nicolas Sarkozy. Je pense que la concentration des pouvoirs, par exemple, n'est pas une bonne chose dans une démocratie moderne. Au contraire, il faut faire confiance, il faut de la délégation de pouvoirs. Il faut que les corps intermédiaires vivent, qu'on fasse confiance au terrain. Ce n'est pas tout à fait le cas aujourd'hui. Et puis je pense que, sur le fond, il y a peut-être des choix que Nicolas Sarkozy a faits qui ne sont pas les nôtres, notamment en économie ou en matière sociale. Il faut plus de justice, plus d'équité. Je vois plutôt un PS, comment dire, absent de la scène politique, aujourd'hui pris dans des contradictions internes. Je crois que toutes les questions qui se posaient avant le congrès socialiste finalement se posent toujours au lendemain du PS : c'est-à-dire quelle

vision, quel chemin, quelle orientation ? Je suis convaincue depuis très longtemps qu'il faut que le PS fasse son aggiornamento, qu'il se modernise, qu'il s'ouvre, qu'il réalise qu'il n'est plus dans le même monde aujourd'hui qu'hier. Ça n'est pas le choix qu'ils ont fait.

Ségolène Royal et ses amis ne sont pas dans la direction nouvelle du PS. Un internaute vous demande : « Pourquoi ne pas faire un grand parti avec Ségolène Royal et François Bayrou ? »

Nous, nous continuons à faire notre travail. Nous sommes au centre de la vie politique française. D'ailleurs, je note au passage que si le centre n'avait pas été indépendant et autonome, tous ces débats-là n'auraient pas eu lieu au Parti socialiste. Nous avons été au centre des débats, c'est parce que nous existons. Et ça c'est une bonne chose.

« Au centre des débats, indépendant et autonome. » Le congrès de Reims a beaucoup tourné autour de l'alliance avec le MoDem mais on peut vous retourner la question : aujourd'hui le MoDem pour arriver un jour aux responsabilités a-t-il d'autre choix qu'une alliance avec le PS ?

D'abord moi je ne parle pas en termes d'alliance, si vous me permettez.

En politique comment fait-on ?

Nous nous avons dit rassemblement nouveau. Le moment venu il faudra des rassemblements nouveaux. Le moment venu si nous pensons, quand viendra le temps des présidentielles et nous n'y sommes pas encore, qu'il faut un autre projet pour la France plus humaniste, plus démocrate, on va dire ; à ce moment-là il faudra que des rassemblements nouveaux s'opèrent si on veut avoir une chance que ce projet puisse se réaliser demain ou après demain. Ce ne sont pas des alliances entre partis, tout ça c'est de la vieille politique. Tout ça ce sont des archaïsmes.

C'est de ce côté-là que vous regardez ?

Ce n'est pas de cette façon-là qu'il faut voir les choses.

François Bayrou a dit que désormais il était dans l'opposition.

François Bayrou regarde de tous les côtés. François Bayrou s'oppose quand il pense que c'est juste de le faire, quand il y a des choix fondamentaux substantiels qui le dérange, à ce moment-là il dit son désaccord. Il a en revanche voté le plan de soutien de crédit aux banques. Nous savons donc faire la différence entre ce qui est bien pour notre pays et ce que nous pensons mauvais pour notre pays.

Parmi ces débats de fond, il y a la question du travail le dimanche qui suscite un peu de trouble à l'UMP. Si vous étiez députée, vous ne voteriez pas cette loi ?

On voit avec les crises qui sont devant nous que nous ne sommes pas dans une société dans laquelle tout devrait être marchand. Se dire qu'il y a simplement un jour dans la semaine où on peut éventuellement faire autre chose que quelque chose de marchand, c'est plutôt une bonne chose.

Un jour pour être et six jours pour avoir...

C'est pas mal. Et puis, il faut que vous sachiez que toutes les études l'ont montré : ce n'est pas parce que les magasins seront ouverts le dimanche que les gens dépenseront plus, parce qu'en fait ils ont vraiment des problèmes de pouvoir d'achat. Cela ne réglerait pas non plus ces questions-là.

On revient aux européennes. En 2004, vos listes avaient obtenu, si ma mémoire est bonne, 11,96 %...

Presque 12 % on va dire.

... et 11 élus. Quel est votre objectif pour 2009 ?

Le meilleur score possible. Je crois que nous sommes le parti européen de la vie politique française et que c'est parce que nous sommes profondément européens que nous pouvons imposer les changements dont l'Europe aura besoin. C'est-à-dire réconcilier l'Europe avec les Français ou les Français avec l'Europe. Vous savez, il y a une fracture importante. J'ai envie de recréer cette intimité qui est nécessaire entre le peuple de France et l'idée européenne, c'est la première chose. Deuxièmement, je disais tout à l'heure qu'il faut changer le logiciel européen. Pour le moment l'Europe a fonctionné autour de l'idée du marché. Il fallait ouvrir les frontières, faire la liberté pour les biens, les services, les hommes et les capitaux. Je pense que demain la question centrale c'est celle du projet de société. C'est celle des valeurs de l'Europe, c'est ça que nous porterons.

Avez-vous un nom de tête de liste ou serez-vous tête de liste vous-même en Ile-de-France ?

Oui, je serai tête de liste, si les adhérents du MoDem le ratifient. J'espère que ce sera le cas. Nous avons de très nombreuses personnalités, Guillaume Tabard, qui veulent venir avec nous dans cette aventure européenne. Nous avons un calendrier et je le respecterai, c'est fin janvier que vous connaîtrez le nom de l'ensemble de nos têtes de liste. Et vous aurez des bonnes surprises.

Vous reviendrez... Et je reviendrai avec plaisir pour vous en parler.

Marielle de Sarnez, merci et rendez-vous demain pour une nouvelle édition du Talk Orange-Le Figaro.

<http://www.lefigaro.fr/le-talk/2008/12/11/01021-20081211ARTFIG00665-le-talk-marielle-de-sarnez-.php>

Vidéo : <http://www.lefigaro.fr/le-talk/2008/12/11/01021-20081211ARTFIG00622-europe-selon-sarnez-sarkozy-a-ete-a-la-hauteur-.php>

LE MODEM EN REGIONS

CANADA

BLOG COURRIER - DEMOCRATE DES AMERIQUES 8 DECEMBRE ELECTION DU BUREAU DU MODEM CANADA

Le vendredi 5 décembre dernier se terminait le scrutin pour l'élection d'un bureau pour le MoDem Canada. 7 postes étaient à combler mais 6 candidats seulement se sont présentés. Parmi eux, nous retrouvons 4 personnes du Québec (3 de Montréal et 1 de Québec) et 2 adhérents de la région de Toronto. Malheureusement, aucune femme n'était candidate, ce qui fait que le bureau du MoDem Canada est essentiellement masculin. Ce scrutin a utilisé le système de bureau de vote électronique déjà testé en Afrique, Royaume-Uni et aux Etats-Unis. Comme à chaque fois, tout s'est parfaitement bien passé.

Le résultat de ce scrutin est extrêmement positif puisque le taux de participation a atteint de 48% des adhérents. Un record au sein du MDFE (Mouvement des Français de l'Etranger).

Les nouveaux membres du bureau doivent se réunir ce jeudi à 18h00 (heure de l'est) en utilisant l'internet comme moyen de communication. Ils éliront alors le nouveau président du MoDem Canada.

Félicitations aux élus et au MoDem Canada pour ce succès.

<http://www.courrierdemocrate.org/?p=35>

Résultats transmis par Anthony Grolleau-Fricard :

*Scrutin : Élection du bureau du Modem Canada *

*Dates : 28 novembre au 5 décembre 2008 *

*NOMBRE DE VOTANTS : * 28

*PARTICIPATION : * 48%

*NOMBRE DE BULLETINS DÉPOSÉS DANS L'URNE VIRTUELLE : * 168

<http://www.mouvementdemocrate.ca>

GIRONDE

SUD-OUEST - 10 DECEMBRE 2008 - UNE TRIANGULAIRE AU 2E TOUR

SAINT-JEAN-D'ILLAC, MUNICIPALES. Les équipes conduites par Jacques Fergeau (PS) et Fabrice Guillemet (Modem) ont décidé de ne pas faire alliance. Il y aura donc trois listes dimanche prochain

Fabrice Guillemet (Modem) et les siens la souhaitaient. Mais une partie des colistiers de Jacques Fergeau, leader de la liste PS, l'a rejetée. Conclusion, il n'y aura pas d'alliance entre les deux camps au second tour de l'élection municipale partielle. Les Illacais se retrouvent donc dans la même configuration qu'au 1er tour. L'élection des 29 élus du Conseil municipal se jouera dimanche dans le cadre d'une triangulaire. À en croire Fabrice Guillemet, ce n'est pas faute d'avoir discuté. Dès 18 heures dimanche, soit une heure avant la fin du vote. « J'ai eu des contacts directs avec Jacques Fergeau, certifie-t-il. Il devait savoir que la négociation serait âpre avec sa liste. »

Un tiers des sièges

Le candidat centriste explique ainsi son départ précipité du centre associatif le soir du premier tour : « Je souhaitais éviter les pressions de couloir ». Lundi fut en revanche la journée de toutes les tentatives d'accord.

En réalisant 19,94 % des voix le 7 décembre, Fabrice Guillemet affichait des ambitions. « Nous pouvions prétendre à un tiers des sièges. Nous en demandions huit, dont trois postes d'adjoints. Personnellement, je visais celui de premier adjoint. » Les délégations liées au développement économique, à la jeunesse et à l'éducation étaient également dans la balance. Problème, une partie des colistiers du leader PS refusait l'idée même d'alliance, au prétexte que Fabrice Guillemet comptait dans ses rangs des candidats étiquetés à droite, dont trois anciens favrises. D'autres n'ont pas accepté les conditions mises en avant.

Du coup, Fabrice Guillemet et ses colistiers ont entériné leur maintien. « Je pense incarner une nouvelle génération politique à Saint-Jean-d'Ilac, une manière différente de faire de la politique. On veut renforcer l'élan entrevu dimanche dernier. On a convaincu une boîte aux lettres sur cinq, la barre des 25 % est tout à fait accessible. » Il compte pour cela sur la force de son programme.

« Un choix stratégique »

De son côté, le socialiste Jacques Fergeau écarte toute idée d'échec dans l'alliance avortée. À ceux qui lui reprochent de ne pas avoir su tenir sa base, il répond : « C'est un choix stratégique. Je remarque que 60 % des votants ont rejeté le maire sortant. Si les Illacais de gauche ne veulent plus de M. Seyve (UMP), ils devront voter utile au 2e tour », plaide le conseiller général, lorgnant explicitement sur une fraction de l'électorat de Guillemet. Pour sa quatrième participation aux municipales, Jacques Fergeau se veut plus que jamais le candidat de l'alternative. Il espère combler les 84 voix manquantes du premier tour par un large ratissage dans cet entre-deux tours. Notamment en labourant les terres de Fabrice Guillemet, dans le quartier du Las, où d'ailleurs Hervé Seyve était arrivé en tête il y a trois jours.

<http://www.sudouest.com/gironde/actualite/rive-gauche/article/442585/mil/3828769.html>

ELECTION MUNICIPALE PARTIELLE - TRES BON SCORE DU CANDIDAT MODEM AVEC PRESQUE 20% DES VOIX

Suspense à St-Jean d'Ilac - MUNICIPALES. Le maire UMP sortant Hervé Seyve arrive en tête du premier tour avec une légère avance sur le socialiste Jacques Fergeau

Comme on pouvait s'y attendre, le candidat du Modem, Fabrice Guillemet, sera l'arbitre du second tour de l'élection municipale partielle de Saint-Jean-d'Illac.

Arrivée hier soir en troisième position, avec 19,94 % des voix, la liste Saint-Jean-d'Illac Autrement qu'il conduit rafle suffisamment de suffrages, pour peser de manière décisive sur l'issue du scrutin. Le résultat final s'avère d'autant plus incertain que les deux autres listes se tiennent dans un mouchoir de poche. Le maire UMP sortant Hervé Seyve n'ayant que 90 voix d'avance sur son adversaire socialiste, le conseiller général Jacques Ferreau.

<http://www.sudouest.com/gironde/actualite/article/440324/mil/3805918.html>

NORD

LA VOIX DU NORD – 11 DECEMBRE 2008 - FREDERIC LEFEBVRE PREND LA TETE DU MODEM A TOURCOING

Si Michel Van Tichelen reste le représentant du Modem au conseil municipal, l'élu vient de laisser la tête de la section locale à Frédéric Lefebvre, un jeune adhérent trentenaire... à l'image du groupe.

« Il faut savoir à un moment assurer le passage de témoin. Je ne suis plus tout jeune et je souhaitais mettre le pied à l'étrier de nouveaux responsables. » Michel Van Tichelen a un peu d'émotion dans la voix. Celui qui a porté la couleur orange du Modem pendant la campagne municipale et assuré sa représentation au sein de l'exécutif municipal, grâce à un partenariat avec la gauche, laisse les rênes de la section locale à Frédéric Lefebvre. « Je pense qu'il faut dissocier l'engagement du Modem au sein du conseil municipal et la vie même de la section.

» C'est donc un nouvel adhérent du parti qui le remplace. Habitant de Tourcoing depuis 2005, Frédéric Lefebvre s'était investi pendant la campagne des municipales auprès de l'équipe du Modem. « Naturellement, dès le lendemain des résultats, j'ai pris ma carte. J'ai toujours eu une sensibilité centriste. »

Sur le terrain

À 37 ans, il est le nouveau visage du Modem tourquennois qui compte 70 adhérents. « Le Modem est un mouvement jeune. À Tourcoing, plus de 50 % ont moins de 40 ans. C'est un signe encourageant. » Nouveau mouvement, nouveaux adhérents (dont une partie d'anciens socialistes) et donc... nouvelle méthode. « L'UDF était un parti de notables. Le Modem est un parti de militants. On veut être présent sur le terrain ce qui n'était pas dans les habitudes de l'UDF », rappelle Michel Van Tichelen. Le Modem de Tourcoing avait ainsi lancé une pétition lors de la braderie de Saint-Louis pour s'opposer au système de fichage Edvige voulu par le gouvernement. « On veut être une dynamique pour ceux qui souhaitent une alternative à la bipolarité. »... même si le Modem reste un soutien pour le parti socialiste à Tourcoing. « Il y a un esprit d'ouverture de part et d'autre. La relation de confiance s'est établie. L'équipe municipale est un attelage et nous avons un bon pilote même si le rythme est soutenu », se félicite M. Van Tichelen. Et s'il reste vigilant sur les orientations prises par Michel-François Delannoy, maire, l'élu affirme son « désaccord complet avec la politique gouvernement autant sur le fond que sur la forme ».

Avec un nouveau patron local, un nouveau responsable des neuvième et dixième circonscriptions (Éric Chevaucherie), le Modem prépare les prochaines échéances électorales et notamment les Européennes dont la liste sera dévoilée début février. • A. CL

- Groupe local du Modem : Frédéric Lefebvre, Michel Morel, Thérèse Desurmont, Mariette Bontinck, Christophe Fontaine, Lemkhalat Mekhannene et Dominique Tarridec.

http://www.lavoixdunord.fr/Locales/Tourcoing/actualite/Secteur_Tourcoing/2008/12/11/article_frederic-lefebvre-prend-la-tete-du-modem.shtml

Par Martine Dieudonné

À quatre jours du second tour des municipales, Francine Langevin et son équipe veulent y croire. Tous appellent à la mobilisation qui sera la clé du scrutin de ce dimanche. « Oui, toute l'équipe est motivée. Cela risque de se jouer dans un mouchoir de poche. Mais j'ai confiance dans les électeurs du Parti Communiste qui voteront contre la droite. Le vote de colère de ceux qui ont voté pour le Front National dans les quartiers populaires peut, peut-être, se reporter sur nous. Il faut que tous les Croisiens qui veulent un changement se mobilisent, quel que soit le quartier dont ils sont issus. Nous avons senti cette volonté d'une ville différente auprès de tous ces gens qui avaient des demandes et des questions qui n'ont pas été prises en compte par l'ancienne majorité. Il ne faut pas que cette élection se résume à un combat d'une certaine ville, qui se radicalise à droite, par rapport à une autre. Il ne faut pas qu'un seul quartier, en l'occurrence Beaumont et ses environs, décide de ce que sera l'avenir de Croix. Parce que les gens de gauche sentent aujourd'hui qu'ils ont leur mot à dire, alors qu'ils le disent. Nous les attendons et nous ne voulons pas les décevoir, parce qu'ils ont repris espoir. Ma politique, c'est de répondre aux attentes des Croisiens, ce n'est pas de me ranger à des mots d'ordre nationaux. Alors pour ceux qui veulent ce changement tant réclamé, c'est maintenant ou jamais... »

« Le projet de toute une équipe »

Au lendemain des déclarations de la liste de Roger Demortier, Francine Langevin ne désarme pas et a foi dans le vote communiste. Certes, il n'y a pas eu de fusion avec la liste du PC. Francine Langevin a tenu à s'en expliquer. « Nous avons bâti un projet avec toute une équipe pour ces nouvelles élections. À l'issue du premier tour, je ne pouvais pas tout remettre en question sur deux jours ! Si le PC nous avait fait savoir en mars qu'il souhaitait nous rejoindre, cela aurait été différent. Nous aurions pu travailler ensemble. En janvier on a essayé de les contacter mais M. Demortier avait des soucis de santé. En 2001, nous avons fait liste commune, pourquoi ne nous ont-ils pas contactés en mars ? Je n'ai jamais pensé que les communistes pourraient partir seuls pour ces élections de décembre... » Francine Langevin a du mal à comprendre l'attitude de Roger Demortier. Visiblement déçu de ne pas avoir été prié de rejoindre sa liste à l'issue du premier tour il a déclaré laisser à ses électeurs le libre choix pour voter au second. Roger Demortier en fait une question de principe : l'alliance avec le MoDem lui reste en travers de la gorge. Pourtant, il nous a déclaré hier après-midi : « De toute façon, ceux qui ont voté pour notre liste voteront pour Francine Langevin dimanche ! » Pour lui, c'est une évidence... « Je crois en ces Croisiens qui veulent que cela change. C'est un combat contre Sarkozy dans lequel nous nous retrouvons, explique Francine Langevin, il ne faut pas en faire une histoire de personnes ! Pour moi, la politique ce sont avant tout des gens. Je connais Croix et ses habitants depuis longtemps. Oui, j'ai fait alliance avec le MoDem parce que depuis 1896, la ville est administrée par les socialistes et les centristes. Je réponds aux attentes de la population. Je mène une politique municipale et pas nationale ! » Aujourd'hui, Francine Langevin et ses colistiers assument parfaitement leurs actes et font confiance aux Croisiens. Nous saurons dimanche soir s'ils ont eu raison. •

http://www.lavoixdunord.fr/Locales/Roubaix/actualite/Autour_de_Roubaix/Croix_Wasquehal_Hem/2008/12/11/article_francine-langevin-il-ne-faut-pas-laisse.shtml

Par Christian Vincent

Le conseil municipal de mardi soir marque, de fait, une recomposition dans l'opposition mouvalloise. En effet, à l'issue de l'avant-dernier conseil, le groupe Réussir Mouvaux a littéralement éclaté et le maire a enregistré la démission de Michel Brion et André Souxdorf. Ils ont été remplacés en nombre par les suivants de liste, à savoir Annick Dubois et Michel Vancappernolle. Cette nouvelle élue faisait partie de la formation d'opposition à Patrick Balay sous l'égide de Marie-France Berthet, et le nouvel élu était un membre de l'équipe majoritaire

du maire de l'époque. Aujourd'hui, ces deux élus retrouvent un fauteuil, dans l'opposition mais pas dans le même groupe...

Le groupe Réussir Mouvaux n'existe plus dans les faits. Même s'il n'est aujourd'hui représenté au conseil que par Annick Dubois, ses deux plus importantes composantes ont décidé de prendre leur indépendance. D'un côté le MODEM, avec Anne Collot et Michel Vancappernolle de l'autre, le Nouveau Centre de Christian Mauconduit, associé à Marie-Pierre Lecry. Envolée, l'union qui s'était faite derrière Michel Brion, sommé par les instances régionales de l'UMP de ne pas utiliser son étiquette politique pour ne pas porter ombrage à Éric Durand. Elle réunissait des UMP, des MODEM, des Nouveau Centre, des CNI, des indépendants. La sauce n'a pas tenu la défaite et aujourd'hui chacun a repris ses ingrédients. « Je reste Réussir Mouvaux, en ce qui concerne le programme que nous avons soutenu », explique Anne Collot. Elle estime qu'avec le départ de Michel Brion, il y a eu une grosse difficulté dans l'attribution du leadership du groupe d'où sa décision de faire cavalier seul.

« J'ai pris la décision de représenter officiellement le MODEM au sein du conseil, dans une opposition à l'esprit positif. On reste libres par rapport à la majorité municipale. Comme François Bayrou, on dira oui quand ce sera positif et non, quand ce ne le sera pas. Le gros débat aura lieu sur le budget de la ville en janvier. (...) Finalement c'est juste une clarification. » De son côté, Christian Mauconduit a bien l'intention de porter la parole du Nouveau Centre au sein de l'assemblée communale. « C'est le baroud d'honneur de Michel Brion lors du dernier conseil qui a tout déclenché. Nous n'avons pas supporté les attaques personnelles visant des élus. On avait déjà connu ça dans l'ancienne majorité et avec Marie-Pierre Lecry, nous n'avons pas voulu revivre ça. » Christian Mauconduit imagine bien que la démission de Michel Brion serait arrivée tôt ou tard. « Cela a probablement été un déclenchement. » « Aujourd'hui, le groupe Réussir Mouvaux est complètement exposé. Les gens n'étaient plus vraiment motivés après la défaite. » Réussir Mouvaux rebondira-t-il ? On évoque ça et là la possibilité d'une transformation en association de réflexion sous l'égide de Didier Parent, mais rien n'est sûr. Seuls les deux élus de Mouvaux gauche rassemblée (avec le PS, le PC et les Verts) tiennent le coup et affichent une union stable. En ce qui concerne le groupe En avant Mouvaux, entraîné par Dominique Hemery, il n'est plus représenté au conseil que par Delphine Morel, puisque Philippe Duret a décidé de quitter le groupe tout en conservant son poste d'élu, sans pour l'instant avoir officiellement rejoint une formation ou une autre. Au final, avec des oppositions éclatées, c'est Éric Durand, le maire, qui en tire le plus d'avantages. •

http://www.lavoixdunord.fr/Locales/Tourcoing/actualite/Secteur_Tourcoing/2008/12/11/article_1-opposition-de-droite-de-plus-en-plus-m.shtml

LA VOIX DU NORD -10 DECEMBRE 2008 – BETHUNE : AZIZ SENNI, SPECIALISTE DU TRANSPORT, PROPOSE SES SERVICES A LA MAIRIE

Auteur de « L'Ascenseur social est en panne, j'ai pris l'escalier » et fondateur du fonds d'investissement Business Angels des Cités (BAC), Aziz Senni est venu lundi proposer son expertise au maire en termes de transports et de développement économique dans les quartiers en difficulté.

Il était venu à Béthune soutenir Olivier Gacquerre au cours des élections municipales. Lundi, c'est en tant que consultant externe qu'Aziz Senni est venu proposer ses services à la mairie.

Pour le premier adjoint, « Aziz Senni, c'est une signature de qualité ». Directeur général de la société de taxis collectifs ATA France, c'est avant tout sur le domaine du transport qu'Aziz Senni va apporter ses lumières.

L'entrepreneur, dont les propositions ont reçu un « bon accueil » du maire, sera amené à concrétiser la mise en place des taxis sociaux à 1,50 €, une promesse de campagne du candidat du MoDem, qui compléterait le réseau des transports de la ville. Mais l'auteur de « L'Ascenseur social est en panne, j'ai pris l'escalier » souhaite également monter une association d'insertion professionnelle « "clé en main" pour les jeunes qui ont besoin d'un tremplin » a-t-il précisé. Et ils sont nombreux à Béthune. Presque deux fois plus qu'au niveau national, avec plus de 40 % de chômage chez les 15-24 ans (INSEE). « C'est une ville où il y a tout à faire » a estimé Aziz Senni, qui explique son implication sur un territoire assez éloigné de sa ville natale, Mantes-la-Jolie (Yvelines), par la possibilité d'y faire « du concret mesurable ».

Un rôle de jardinier

Homme aux multiples casquettes, Aziz Senni est également président des Jeunes entrepreneurs de France, une association dont le but est d'accompagner « au plus près » tous ceux ayant la volonté de créer leur entreprise. Un rôle de jardinier en quelque sorte, comme le décrit Aziz Senni. « Dans ces quartiers en difficulté, il y a des graines de boss qu'il faut arroser ». Mais pour le moment, ni la mairie, ni Aziz Senni ne peuvent préciser combien de jeunes pousses fleuriront, tout en rappelant que dès qu'un accord sera conclu, « il y aura des objectifs chiffrés ». Mystère également autour de la facture pour la ville. Olivier Gacquerre a simplement indiqué que les prétentions d'Aziz Senni sont dans la moyenne des tarifs pratiqués par les cabinets de consulting qui peuvent varier en fonction de leur renommée et de la durée totale de la mission. Ils oscillent entre 500 et 1 500 € par jour, selon le cabinet d'études lillois Gesge. •

Grégory Plesse

http://www.lavoixdunord.fr/Locales/Bethune/actualite/Secteur_Bethune/2008/12/10/article_aziz-senni-specialiste-du-transport-prop.shtml

LA VOIX DU NORD - 7 DECEMBRE 2008 - ARRAS : PREMIER BILAN DE LA LISTE D'OUVERTURE DU MAIRE : « ON VIT EN EQUIPE AVEC DES REGLES DU JEU »

Le moins que l'on puisse dire est que la liste d'ouverture, présentée par Jean-Marie Vanlerenberghe lors des dernières municipales, ratissait large : Modem, UMP, société civile... mais aussi des socialistes, des syndicalistes dans la mouvance de gauche, un communiste. Une union qui s'est avérée gagnante dès le 1er tour. Comment vit cette équipe quelques mois plus tard ? Réponse du sénateur maire...

> Quel premier bilan tirez-vous de la liste d'ouverture ?

J.-M. Vanlerenberghe : « J'ai fait une liste d'ouverture dans l'inspiration du mouvement auquel j'appartiens. En ouvrant à droite, à gauche, aux bonnes volontés. Dans l'intérêt et pour l'avenir d'Arras. C'est une constante de mon action depuis 1995. J'avais ouvert à la société civile. On est allé plus loin avec des personnes qui ne cachent pas leur appartenance politique. Le groupe constitué se sent à l'aise et se retrouve dans cette volonté. »

> Sans dissonance ?

« On travaille dans le respect des idées. Jacques Patris a effectivement exprimé "sa" vision des choses. Je m'en suis expliqué avec lui franchement et directement. Le problème pour lui est différent. Il était au conseil municipal, mais dans l'opposition. Passer de l'opposition à la majorité, c'est passer du discours à l'action. Il commence à prendre conscience de la différence et de l'intérêt que nous avons à travailler ensemble. Et il y a des règles du jeu : l'action ne se fait pas tout seul. C'est vrai pour tout le monde. Un élu n'a pas à faire le travail des chefs de service et doit respecter ce travail. En revanche, il doit inspirer l'action en accord avec les orientations politiques prises par le maire, quand il s'agit du conseil, ou par le président et son bureau quand il s'agit de la communauté urbaine. On vit en équipe, on travaille en équipe. À Jacques Patris de trouver ses repères. C'est ainsi que tous les vice-présidents, adjoints, élus, travaillent. »

> À part cette réaction épidermique, comment s'organisent les autres élus d'ouverture ?

« Pour Alexandre Malfait, Mickaël Sulligère, Nicole Canlers, Hélène Lefebvre et d'autres... C'est bien différent. Ils voient bien l'intérêt de faire passer leurs idées dans les actes. C'est une chance extraordinaire. Les collectivités locales, c'est le seul endroit où on peut marquer le territoire de son action. Et on voit ce qu'ils font. Le bilan de la liste d'ouverture est très positif. C'est un constat pour l'ensemble des élus de cette équipe nouvelle.»

> Une équipe qui a un programme ambitieux de 200 propositions comme carnet de route...

« L'objectif des 200 propositions, c'est aussi que tous les personnels et cadres municipaux s'approprient ces projets et procédures pour que ce soit réalisé durant le mandat. On travaille en liaison transversale, avec un plan de réalisation étalé dans le temps, qui correspond aux possibilités de financement de la ville... »

> Justement, côté finances, la ville a-t-elle contracté des emprunts « toxiques » qui pourraient être pénalisant en cette période de crise économique ?

« Les finances de la ville d'Arras sont saines : 70 % des emprunts sont à taux fixe et relativement bas, à environ 4 %. L'endettement est bien géré par le directeur général et les directeurs des services. Je précise aussi que sur les 200 propositions du programme, certaines ne coûtent pas et d'autres seront plus exigeantes... On a six ans pour les réaliser. » •

PROPOS RECUEILLIS PAR MARCO VERRIEST

http://www.lavoixdunord.fr/Locales/Arras/actualite/Secteur_Arras/2008/12/07/article_premier-bilan-de-la-liste-d-ouverture-du.shtml

Le maire voit le MoDem comme « un parti d'adhérents, a contrario de l'UDF qui était un parti d'élus, où on a défini une stratégie d'indépendance par rapport aux deux blocs. Nous sommes au centre, ouvert à droite et à gauche. On vote pour les lois qui vont dans le bon sens ». Reste à mesurer le poids du parti de Bayrou. « On verra aux Européennes... ».

Sénateur...- Fraîchement réélu maire, J.-M. Vanlerenberghe a plusieurs années devant lui. Quant aux sénatoriales... « C'est dans trois ans. Il reste du temps. Pour l'instant, je fais mon travail et je rencontre les maires ».

http://www.lavoixdunord.fr/Locales/Arras/actualite/Secteur_Arras/2008/12/07/article_modem.shtml

DORDOGNE

SUD OUEST - 12 DECEMBRE 2008 - DES CHIFFRES ET UNE LETTRE

CONSEIL MUNICIPAL. L'opposition s'est livrée mercredi à une attaque en règle de la gestion menée depuis neuf mois. Le maire a répondu que la ville avait frôlé la mise sous tutelle

Ceux qui s'étaient plaints de la légèreté des précédents ordres du jour en ont été pour leurs frais. Un peu plus de quatre heures ont été nécessaires pour absorber le flot de dossiers inscrits à la séance du Conseil municipal de mercredi. Et pas des moindres : point sur l'aéroport, adoption du Plan local d'urbanisme, salle polyvalente transformée en auditorium, mise en place du traitement des passeports biométriques (nous y reviendrons). Des questions qui ont parfois ouvert sur des débats nationaux, les droits de l'homme et l'éthique. Où l'on a bien compris, à écouter Fabien Ruet, que la droite et la gauche, ce n'était décidément pas pareil, mais qu'il n'y avait pas pour autant la « gauche caviar et la droite boudin ». En résumé, du fond avec de la grande forme. Mais curieusement, c'est une question laconiquement intitulée « décision modification n° 5, gestion 2008 » qui a ouvert une fronde inattendue, mais organisée, de l'opposition.

Pas banal

« Vous nous présentez une décision modificative qui n'a rien de banal et sur laquelle il me semble indispensable de s'arrêter, car elle symbolise parfaitement la conception que vous avez de la gestion des finances bergeracoises. C'est une mauvaise gestion qui fera date dans l'histoire de Bergerac » : Marc Léturgie (MoDem) lance ainsi les hostilités et développe, chiffres à l'appui, sa démonstration. « Vous réduisez la voilure de l'investissement à vitesse grand V, ce qui est de mauvais augure pour le développement économique de Bergerac. » Il poursuit avec une attaque en règle : « Arrêtez de nous parler d'un mauvais héritage. Après neuf mois aux affaires, les services n'ont plus 1 euro de marge de manoeuvre. Vous avez augmenté la masse salariale pour constituer votre cour et faire plaisir à vos amis, vous avez dépensé des dizaines de milliers d'euros pour financer cabinets, conseils, audit de recrutement inutiles... Vous avez donné dans le "people"... Vous réduisez de 6 % l'action sociale, sportive, culturelle des associations... Vous augmentez sans blémir vos indemnités, etc. »

La riposte

La riposte ne s'est pas fait attendre. « Vous n'avez pas de mémoire, ou pas d'information. » Dominique Rousseau rappelait à l' élu d'opposition que l'exercice 2007 se terminait avec un déficit de 430 000 euros. «

Nous sommes près de la mise sous tutelle (...). Nous sommes dans l'échelle haute des villes de même taille, pour ce qui est de l'encours de la dette. Nous terminerons l'année à un point d'équilibre qui se situera entre 0 et 100 000 euros. » Et de poursuivre avec un nouvel argument choc : une lettre signée conjointement par le préfet et le Trésorier-payeur général, en date du 25 juillet 2007, dont il lisait un extrait sans ambiguïté. « L'évolution de votre situation financière vous place dans le réseau d'alerte des communes en difficulté. » Brouhaha dans la salle. Le maire rajoutant : « Évidemment, la situation se base sur les exercices antérieurs. Vous êtes donc mal venu de donner des leçons... » « Dernier mot à Marc Léturgie : « Dont acte. »

<http://www.sudouest.com/dordogne/actualite/bergerac/article/444349/mil/3852586.html>

LOIRE

LE PROGRES DE LYON - 10 DECEMBRE 2008 - LE MODEM SE PRESENTE COMME LE VRAI PARTI DU CENTRE

Il y a un an le Mouvement démocrate faisait son apparition dans le paysage politique. Il a fallu préparer les élections municipales et cantonales dans la précipitation, sans véritable ligne de conduite claire. Depuis, le MoDem s'est doté de structures nationales et départementales, après avoir appelé les militants aux urnes au début de l'automne. Dans la Loire, c'est Gilles Artigues qui préside le MoDem, entouré de quatre vice-présidents : Stéphanie Moreau, Jean-François Vial, Michèle Perez et Julien Borowczyk. Quant à Denis Chambe, il devient le délégué départemental. Cinq sections ont été constituées à travers les différentes zones géographiques du département. L'objectif est « de développer le nombre d'adhérents » avec une campagne d'adhésions qui débutera dès janvier 2009. Pour attirer de nouveaux adhérents, les responsables du MoDem comptent sur les élections européennes qui se dérouleront en juin prochain. Gilles Artigues, qui sera candidat à la candidature pour figurer sur la liste européenne du MoDem dans la circonscription du grand Sud-Est, souhaite que cette campagne s'effectue au plus près du terrain. « Nous allons mettre en place un maillage de terrain sur tous les cantons.

Cette proximité nous permettra de retrouver l'élan et l'enthousiasme de la présidentielle ». Constatant un éloignement des Français pour l'Europe, le MoDem se fixe comme ambition de faire « de nouveau aimer l'Europe ». Sur la politique nationale, Gilles Artigues continue de penser que « la vie politique française va se construire autour de François Bayrou ». Même s'il reconnaît que Nicolas Sarkozy « montre une certaine volonté pour aborder la crise », le président départemental du MoDem souligne : « On ne partage pas beaucoup d'options avec le président de la République. D'ailleurs son plan de relance n'est pas à la hauteur des enjeux ». Revendiquant toujours une autonomie et une indépendance vis-à-vis de la droite et de la gauche, Denis Chambe affirme : « Le centre c'est nous. Dans ce pays, la personne qui incarne le projet du centre c'est François Bayrou », insiste le conseiller régional. Il faut dire qu'au conseil régional le groupe du centre a éclaté en deux. Les élus restés fidèles à François Bayrou et les autres qui ont rejoint soit le Nouveau centre soit le Parti radical.

Et pour Denis Chambe « ces deux partis sont à droite, pas au centre ». D.G.

<http://www.leprogres.fr/infosdujour/loire/1060845.html>

RHONE

LYONMAG - 5 DECEMBRE 2008 - MODEM : LE RECOURS DE MORALES

Richard Morales a déposé un recours devant les instances nationales du Modem pour faire annuler l'élection de Cyrille Isaac-Sibille comme président départemental de ce parti

“Ces trois scrutins ont été grevés de très graves irrégularités indignes d'un parti démocrate”. C'est ce qu'affirme Richard Morales, le leader du Modem à Villeurbanne en préambule du recours qu'il vient de

déposer pour demander l'annulation des élections du président et du conseil départemental mais aussi des délégués à la conférence nationale du Modem. Ce qu'il considère comme une "injure faite à la démocratie" aurait selon lui fait fuir les principaux soutiens de Bayrou. Ainsi, Richard Morales affirme que seulement deux des 45 élus qui ont parrainé François Bayrou à l'élection présidentielle de 2007 seraient prêts à rééditer ce soutien. Un document d'une vingtaine de pages, pièces à l'appui. Cible de son recours : Cyrille Isaac-Sibille, élu président mais aussi le principal animateur de sa campagne, Eric Lafond, tête de liste Modem aux dernières élections municipales qu'il accuse d'avoir réalisé une véritable "prise de contrôle du Modem" via son mouvement "Participation citoyenne". Première irrégularité selon Morales : ses concurrents, à la tête de la liste RModem, auraient démarré leur campagne le 5 août 2008 alors que le début était officiellement fixé au 1er septembre. De plus, la première liste déposée a été déclarée irrecevable car elle ne respectait pas la parité, entraînant le dépôt d'une seconde mouture enregistrée hors-délais.

"Abus de faiblesse"

Mais au-delà de ces histoires de date, Morales affirme que des militants auraient été inscrits sur les listes d'Isaac-Sibille "contre leur gré" et que ses rivaux auraient même obtenu des procurations de centristes villeurbannais en se réclamant abusivement de son soutien. Et ils auraient ensuite accompagnés "jusque dans l'isoloir" certains votants. Ce que Morales considère comme des "abus de faiblesse". Enfin, 36 électeurs issus du mouvement écologiste de Corinne Lepage, rallié au Modem, auraient été autorisés à voter sans que les proches de Morales en soient informés. Certains proche d'Isaac-Sibille auraient enfin multiplié les adhésions bidons, jusqu'à 25 payées par la même personne. Pour Morales, toutes ces manipulations s'intégreraient dans une stratégie de "prise de contrôle" du Modem par Eric Lafond et son mouvement "Participation citoyenne" qui a rejoint François Bayrou à la dernière élection municipale.

Que ces accusations soient validées ou non par la commission nationale du Modem chargée des litiges internes, il paraît acquis que les premiers mois de présidence de Cyrille Isaac-Sibille secondé par Eric Lafond, sont particulièrement agités et leurs méthodes très contestées. Du coup, certains centristes qui avaient été dans un premier temps choqués par les déclarations très dures de Richard Morales au sujet d'Eric Lafond, commencent à l'écouter. Enfin, les divisions du Modem affaiblissent ce parti. "L'éparpillement du centre fait le jeu de nos adversaires politiques", insiste Morales qui se prononce pour un rassemblement des différents élus qui s'étaient dispersés sur les listes de gauche et de droite aux dernières élections, affirmant que la "pérenité" de nouveau parti centriste est désormais en jeu.

Retrouver dans le Lyon Mag de décembre un portrait d'Eric Lafond.

<http://www.lyonmag.com/article/9357/Modem--Le-recours-de-Morales>

ACTUALITES – DIVERS

NOUVEAU PARTI

LE NOUVEL OBSERVATEUR – 9 DECEMBRE 2008 - ROBERT HUE LANCE SON "NOUVEL ESPACE PROGRESSISTE"

Robert Hue créé "le nouvel espace progressiste" (NEP) et souhaite le fondement d'une nouvelle "force politique progressiste".

L'ex-numéro un du PCF, Robert Hue, a annoncé, mardi 9 décembre, le lancement d'une association politique, "le nouvel espace progressiste" (NEP), qu'il veut "fédératrice à gauche", et a espéré qu'elle devienne le fondement d'une nouvelle "force politique progressiste".

Le sénateur du Val-d'Oise a affirmé au cours d'une conférence de presse au Sénat que "le nouvel espace progressiste est ouvert à toutes celles et à tous ceux qui sont attachés aux valeurs progressistes d'émancipation humaine, de justice sociale, de laïcité et de solidarité internationale".

"Une nouvelle force progressiste"

Robert Hue, 62 ans, qui avait annoncé il y a deux semaines sa démission du Conseil national (parlement) du PCF, précise que son initiative s'adresse à "la base", y compris aux militants des partis de gauche, qui "cherchent un engagement ouvert et fédérateur à gauche". "C'est un espace nouveau pour ceux qui veulent faire de la politique autrement".

L'ancien leader communiste souhaite que sa démarche aboutisse à l'émergence à gauche d'une nouvelle organisation. "Que cette initiative débouche sur une nouvelle force progressiste, c'est une possibilité, je le souhaite", mais cela "dépendra de l'adhésion suffisante, dans les mois qui viennent, des Françaises et des Français".

"Cette force ne peut être créée par décret ni résulter d'un accord de sommet" avec d'autres organisations.

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/politique/20081209.OBS4683/robert_hue_lance_son_nouvel_espace_progressiste.html

WWF

CB NEWSLETTER DU 11 DECEMBRE 2008. -WWF LANCE "60 MINUTES POUR LA PLANETE"

Dans le cadre de la conférence sur le climat de Copenhague (décembre 2009), l'association WWF lance la première mobilisation nationale baptisée "60 minutes pour la planète", qui prévoit de toucher plus de 1000 villes dans le monde, soit près d'un milliard de personnes. L'opération consiste en un geste symbolique en faveur du climat à savoir l'extinction des lumières pendant une heure le 28 mars prochain à 20h30. A ce jour 62 pays sont mobilisés. De grands monuments tel que l'opéra de Sydney ou la Tour de la Fédération de Moscou seront donc plongés dans le noir.

LE WWF LANCE UN RESEAU SOCIAL ENVIRONNEMENTAL

Le WWF France vient d'annoncer la création de www.planete-attitude.fr, le premier réseau social environnement. Le site qui se définit comme "lieu d'échange, d'actualité et de débat autour de l'écologie et du développement" veut devenir la plateforme incontournable du web social environnemental français.

28/11/2008 - CBNEWS - Valéry Pothain

<http://www.cbnews.fr/articles/multimedia/le-wwf-lance-un-reseau-social-environnemental>

ADOPTEZ UN OURS POLAIRE

http://ourspolaire.wwf.fr/?utm_source=baseoptinwwf&utm_medium=email&utm_campaign=121208

ZEBUNET

Paru dans le dernier numéro de Panda Magazine, magazine du WWF (décembre 2008)

C'est une association qui vous invite à investir dans un zébu, un cochon, ou autre dromadaire. Votre animal sera confié à un paysan pauvre au bord du Mékong, au pied des Andes ou encore dans les dunes du Sahel.

<http://www.zebunet.org/>

Extrait :

Dans son offensive politique destinée à resserrer les boulons au gouvernement comme à l'UMP, Nicolas Sarkozy a inventé le remaniement progressif, par petites touches. Pour démontrer qu'il n'y en a pas vraiment eu un, contrairement aux pronostics, et que les modifications majeures interviendront plus tard. L'Elysée hésite d'ailleurs sur le timing de cette dernière opération, qui dépendra aussi de la décision de reporter ou non les élections régionales en 2011. Parallèlement, le Château est reparti à la chasse aux prises possibles venant de la gauche : sans trop de succès jusque-là, les personnalités contactées se trouvant en porte-à-faux en raison du durcissement du débat droite-gauche.

Le petit jeu des fuites sur des transfuges continue avec, par exemple, Malek Boutih, cité à terme à la Halde. Entre les risques d'agitation lycéenne, les crispations de l'UMP sur le projet du travail dominical et la structuration d'un courant villepiniste, l'Elysée souhaite montrer que son nouveau dispositif fera face. Brice Hortefeux, probablement dépêché aux Affaires Sociales en spécialiste des missions difficiles, devra fabriquer de la cohésion sociale au-delà des plans de dégraissage. Et trouver le ton juste avec les chefs syndicaux dont il n'est pas familier.

Autre configuration risquée : la cohabitation de Xavier Bertrand à la tête du parti et de Frédéric Lefebvre, porte-parole. Les parlementaires vont s'employer à enrichir le plan de relance présidentiel. Hervé Mariton fera des propositions sur deux points : renforcer la dose pour le logement et accélérer la mise en place des mesures. (...)

Abonnement papier, pas de lien.

RUE89 – 8 DECEMBRE 2008 - "L'UMP N'EST QU'UN ECTOPLASME DE MOUVEMENT POLITIQUE"

Par Daniel Garrigue | Député UMP de la Dordogne

Député UMP de la Dordogne depuis 1993, Daniel Garrigue claque la porte du parti majoritaire et de son groupe à l'Assemblée. Dans cette lettre adressée ce lundi

(<http://www.rue89.com/files/20081208UMPDeMissionPDF.pdf>) au secrétaire général de l'UMP, que Rue89 s'est procurée, il pointe un manque de démocratie interne et des "divergences sérieuses avec le président de la République". L'élu annonce par ailleurs son intention de "créer, dans les prochaines semaines, une nouvelle formation politique, gaulliste, sociale et européenne".

"Bergerac, le 08/12/2008

Monsieur le secrétaire général,

J'ai appartenu depuis 1974 à l'UDR et depuis 1976 au RPR. Contrairement à ce que l'on entend dire parfois, ces formations politiques n'étaient pas des partis de "godillots", mais des mouvements où il y avait un débat permanent et où l'on appréciait particulièrement les hommes et les femmes qui avaient suffisamment de caractère pour demander des remises en question ou pour exprimer leur désaccord.

Lors des conseils nationaux, tous avaient la liberté de s'exprimer. Je me souviens particulièrement d'un conseil national de 1998 où, lorsque je suis descendu de la tribune, un vieux monsieur s'est levé et m'a dit:

"J'avais l'intention de prendre la parole. Mais vous venez de dire ce que j'avais envie de dire. Il n'est donc pas nécessaire que j'intervienne."

Ce vieux monsieur, c'était Maurice Schumann et il est mort quelques semaines plus tard. Je n'étais même plus élu, mais j'exprimais des idées et des convictions. Cela suffisait dans le compagnonnage du mouvement gaulliste.

En 2002, nous avons créé l'UMP et je suis de ceux qui y ont été favorables parce que je pensais qu'à l'heure de l'Europe, il était important d'avoir une grande formation capable de réunir des gens qui venaient de sensibilités différentes, mais qui avaient pris l'habitude de travailler ensemble. Toutefois, compte tenu de ces différences de sensibilité, la condition de la réussite, c'était qu'il y ait un débat permanent à l'intérieur du mouvement.

Ce débat, nous l'avons eu jusqu'en 2004, aussi longtemps qu'Alain Juppé a assuré la présidence de l'UMP, et sur des sujets aussi divers que la laïcité, l'environnement ou la construction de l'Europe. Lorsqu'Alain Juppé a dû malheureusement se retirer, nous avons fait confiance à Nicolas Sarkozy.

Ce changement a été désastreux car nous avons perdu et la supériorité intellectuelle d'Alain Juppé et le débat lui-même. Le mouvement n'est plus devenu qu'une simple machine électorale qui a, certes, remarquablement fonctionné jusqu'aux présidentielles de 2007. Depuis lors, ce n'est plus qu'un ectoplasme de mouvement politique d'où le débat a été totalement évacué et où les conseils nationaux ne sont plus que le prétexte à des joutes oratoires sans grandeur entre le secrétaire général et ses adjoints, qui sont en même temps ses rivaux. Le seul espace de débat qui demeure est le groupe UMP de l'Assemblée nationale, pour beaucoup grâce à la détermination et au courage de son président, Jean-François Copé.

Depuis les élections présidentielles, et particulièrement ces derniers mois, j'ai été conduit à exprimer des divergences sérieuses avec le président de la République et avec le mouvement, et pour l'essentiel, sur trois aspects.

1/ La justice fiscale: ce fut un thème fort de notre action pendant des années. Ce ne l'est plus pour Nicolas Sarkozy et son entourage

Lors du vote du projet TEPA, en juillet 2007, nous étions déjà un certain nombre à nous alarmer du renforcement excessif du bouclier fiscal et notamment de son extension à la CSG.

L'application du bouclier fiscal au prélèvement de 1,1% en faveur du Revenu de solidarité active (RSA) a suscité plus d'émotion encore au sein du groupe UMP. Lorsque je suis intervenu dans la discussion générale à l'Assemblée nationale et que j'y ai défendu par avance mon amendement écartant ce bouclier, la moitié de mes collègues UMP présents m'applaudissaient en se dissimulant derrière leur pupitre. A l'heure du vote de cet amendement, j'étais seul du groupe UMP, tant les pressions exercées sur les uns et sur les autres avaient été fortes -et particulièrement sur les cosignataires.

L'amendement de Frédéric Lefebvre portant de 12000 à 15000 euros la déduction de l'impôt sur les revenus pour les emplois familiaux a suscité tout autant des réactions au sein du groupe UMP. Repris sous la forme d'un amendement du gouvernement, il a provoqué l'indignation de la majorité des députés UMP présents dans l'hémicycle, très étonnés que l'on présente un pareil dispositif à l'heure où la menace de crise économique devrait appeler, au contraire, à plus de solidarité.

Dans un premier temps, cet amendement a été retiré. Mais il est revenu une semaine plus tard, sous une forme un peu édulcorée et présenté par son auteur initial –il ne fallait surtout pas que l'Elysée perde la face! Je m'y suis de nouveau opposé, bien que le whip du groupe UMP ait demandé au président de séance de m'empêcher de parler –ce que j'ai fait, néanmoins, par un rappel au règlement. J'ai voté contre tandis que d'autres de mes collègues s'abstenaient.

2/ L'annonce du retour dans l'organisation intégrée de l'Otan

Le président de la République a brusquement annoncé à Londres le 27 mars 2008, puis à Bucarest le 3 avril 2008, le retour programmé de la France dans l'Otan.

Le Premier ministre a confirmé ce choix le 26 juin 2008 à l'Assemblée nationale, en liant cette décision à un renforcement de la défense européenne.

J'ai, dès le départ, exprimé mon opposition à une mesure qui remettrait en cause un consensus fort dans notre pays depuis 1966. Qu'il y ait lieu de débattre, certes, tant le fonctionnement de l'Otan et les menaces elles-mêmes ont évolué, mais l'une des questions à poser n'est-elle pas précisément le bien-fondé de la pérennité de l'Otan?

Or, le débat n'a pas lieu –pas plus au groupe UMP, malgré mes demandes relayées par plusieurs collègues, qu'ailleurs- et les questions posées sont pourtant fondamentales.

La sortie et le non-retour dans l'Otan ont été l'un des éléments forts de notre influence sur la scène internationale. Aurions-nous pu, par exemple, nous positionner, comme nous l'avons fait, lors de la seconde guerre d'Irak?

Nous affirmons, à juste titre, que nous voulons une défense européenne. Mais pourquoi faudrait-il passer par le canal de l'Otan pour l'organiser alors que nous pouvons parler directement avec tous nos partenaires et que, de plus, certains d'entre eux –notamment, les pays de l'Europe du Nord– n'ont nullement l'intention d'adhérer à l'Otan?

Enfin, est-il raisonnable de revenir dans l'Otan au nom de la défense européenne au moment même où les Américains projettent d'installer, en dehors de l'Otan, des défenses anti-missiles en Pologne et en République tchèque? Il y a là une contradiction tellement évidente que le président de la République lui-même a proposé au sommet Union européenne-Russie de Nice l'abandon de tout projet de défense anti-missile aussi bien du côté américain que du côté russe, avant de se rétracter le lendemain sous les pressions américaines.

3/ Les résultats désastreux de l'UMP dans le grand Sud-Ouest

Depuis 2007, nous avons connu dans les quatre régions du grand Sud-Ouest (Poitou-Charentes, Limousin, Aquitaine, Midi-Pyrénées) des revers électoraux qui tranchent sensiblement avec les résultats d'autres régions. Nicolas Sarkozy a été devancé par la candidate socialiste aux présidentielles, nous avons perdu la moitié de nos députés aux législatives, la moitié de nos villes aux municipales, puis la moitié de nos sénateurs. J'ai demandé, à plusieurs reprises, dans les instances de l'UMP, que ces résultats fassent l'objet d'une analyse. Je n'ai eu aucun écho.

La vérité, c'est que, dans ces régions, où nous nous sommes implantés derrière le général de Gaulle, derrière Jacques Chaban-Delmas et derrière Jacques Chirac, le discours néo-libéral et atlantiste du président de la République ne passe pas. Le minimum serait, s'il y avait une possibilité de débat à l'UMP, que nous puissions exprimer notre sensibilité, y compris lors des discussions au Parlement. Mais la volonté de mettre au pas un parti qui regroupe pourtant plusieurs familles politiques aux fondements bien distincts interdit le débat qui serait salubre.

L'échec, dimanche dernier, d'Yves Foulon, maire d'Arcachon et ami du Président, montre que désormais la déroute atteint aussi les stations balnéaires de la côte Atlantique, pourtant jugées les plus favorables. Malgré ces divergences profondes, je n'avais pas été jusqu'à envisager de quitter l'UMP et le groupe UMP. A cause de l'ancienneté de mon engagement. Parce que j'y ai beaucoup d'amis. Parce que, je l'ai déjà dit, le groupe a su préserver un espace de débat, limité mais réel. Parce que quand on est engagé aussi fortement dans une formation politique, on espère toujours, malgré tout, y influencer le cours des idées.

L'affaire des élections à la fédération départementale de l'UMP de la Dordogne me montre malheureusement que la mise au pas des idées et des convictions se double de celle des hommes.

J'ai repris la présidence de la fédération UMP de Dordogne en 2005 -parce que Xavier Darcos, étant ministre, ne pouvait plus assumer cette présidence. J'ai assuré celle-ci le plus efficacement possible, avec le concours du secrétaire départemental Alain Faure, et cela, malgré le poids de mes mandats de député et de maire, et avec la succession des échéances électorales (présidentielles, mais aussi législatives et municipales où j'étais directement impliqué). J'ai été le seul député élu en juin 2007, Jérôme Peyrat, Dominique Bousquet et Alain Lucas étant tous les trois battus.

Aux municipales, nous avons perdu Périgueux et Bergerac. La chute dans les sondages du président de la République en raison de l'affichage people de ses vacances et de sa vie privée y a été pour beaucoup. La stratégie personnelle de Xavier Darcos qui a fait défiler à Périgueux, pendant la campagne, une grande partie du gouvernement et Nicolas Sarkozy lui-même, n'a arrangé les choses ni pour sa ville, ni pour Bergerac.

Aux cantonales, à la différence des échéances précédentes, nous avons eu des candidats dans tous les cantons et nous n'avons pas eu de candidature dissidente. Au total, nous avons plutôt mieux réussi qu'en 2004.

A l'approche du renouvellement des instances, dans un esprit de camaraderie, j'ai proposé à Dominique Mortemousque, qui venait d'être battu aux sénatoriales, de reprendre la présidence de la fédération. Il ne l'a pas souhaité, me disant qu'il n'était pas prêt dans l'immédiat.

J'ai donc décidé de repartir en me fixant comme objectif prioritaire la préparation des cantonales de 2011 car, dans un département comme la Dordogne, c'est finalement sur cette élection que se jouent beaucoup les résultats des autres élections.

Quelques jours avant la clôture des candidatures, j'ai appris que l'"on" encourageait Jérôme Peyrat, conseiller auprès du Président de la République et directeur général de l'UMP, à se présenter également. Alors que, sans que je le sollicite, il m'avait déclaré aux journées parlementaires d'Antibes qu'il ne souhaitait pas être candidat, j'ai appris sa candidature, le jeudi -le dépôt des candidatures étant clos le vendredi 28 novembre à 10 heures- par les médias locaux.

J'ai su que la venue de Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP, évoquée depuis septembre sans date précise, était fixée le dimanche suivant à Thiviers. Je me suis rendu le dimanche à Thiviers, dans la patrie du père de Jean-Paul Sartre, sans illusions et avec la volonté de dire l'essentiel de ce que j'écris dans cette lettre. Bien que je sois député et président de la fédération, on m'a fait intervenir entre le délégué cantonal de Thiviers et la déléguée de la 3e circonscription et j'ai été chaleureusement applaudi par les militants. Les différents intervenants avaient une consigne évidente qui était de ne pas me citer et de faire comme si je n'existais pas. Seul, le maire de Thiviers, Michel Jaccou, a eu assez de courage et d'honneur pour la transgresser.

Jérôme Peyrat est intervenu pour tenir les propos de belette dont il est coutumier. Puis Yves Guéna, qui a choisi le camp d'Edouard Balladur et Nicolas Sarkozy depuis 1994, et que l'on était allé sortir de sa retraite pour la circonstance, a déclaré qu'il y avait, dans la salle, deux hommes qui comptaient, Xavier Bertrand et Jérôme Peyrat, en raison de ses liens privilégiés avec Nicolas Sarkozy.

Je me suis levé, j'ai prononcé quelques mots peu aimables et je suis parti.

Ainsi que je vous l'ai annoncé lors de la réunion du bureau du groupe du mardi 2 Décembre, je n'ai plus de raison de rester ni à l'UMP, ni au groupe UMP.

Comme je l'ai déjà annoncé aux militants de la 2ème circonscription et aux médias locaux, je vous adresse donc officiellement ma démission de l'UMP et du groupe UMP.

Je ne fais pas carrière. Je fais de la politique. Je défendrai jusqu'au bout mes convictions gaullistes, sociales et européennes.

<http://www.rue89.com/2008/12/08/lump-nest-quun-ectoplasme-de-mouvement-politique>

LE NOUVEL OBSERVATEUR – 11 DECEMBRE 2008 -MARCHIANI POURRAIT ETRE PROPOSE A LA GRACE DE SARKOZY

Le chef de l'Etat "ferait libérer un proche en la personne de l'ex-préfet Marchiani", condamné pour des faits de corruption et incarcéré depuis le 26 mai.

L'ancien préfet du Var, Jean-Charles Marchiani devrait faire parti des détenus méritants, qui seront proposé à la grâce individuelle du président Nicolas Sarkozy avant la fin de l'année, a-t-on appris jeudi 11 décembre de sources syndicales proches du dossier. Le chef de l'Etat "ferait libérer un proche en la personne de l'ex-préfet Marchiani", condamné pour des faits de corruption à deux peines qui ont été confondues, de trois et un an de prison ferme, a affirmé la CGT pénitentiaire dans un communiqué, dénonçant cette libération "en catimini". Une autre source proche du dossier "confirme officieusement" l'existence d'un tel projet.

"Solidarité exemplaire"

A l'Elysée, on rappelle simplement que "le président de la République a demandé des propositions au garde des Sceaux" afin de faire profiter d'ici la fin de l'année, d'une grâce individuelle une quarantaine de détenus.

Parmi les critères retenus, Nicolas Sarkozy avait indiqué "une détermination hors du commun à suivre une formation professionnelle", "la preuve d'un courage ou d'une solidarité exemplaire" ou un effort pour "indemniser significativement leurs victimes", dans un courrier adressé à Rachida Dati du 28 novembre.

Agé de 65 ans, Jean-Charles Marchiani proche de Charles Pasqua, est connu du grand public depuis 1998 comme étant l'artisan de la libération des otages détenus au Liban.

Après le rejet de ses pourvois le 19 mars par la Cour de cassation, sa double condamnation dans des affaires de commissions occultes était devenue définitive.. Il est incarcéré depuis le 26 mai et figure parmi les 42 prévenus du procès de l'Angolagate, où il comparaît détenu depuis le 6 octobre.

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/politique/20081211.OBS5012/marchiani_pourrait_etre_propose_a_la_grace_de_sarkozy.html

LE NOUVEL OBSERVATEUR – 11 DECEMBRE 2008 - MAIS QUE SAIT DONC RACHIDA DATI ?

C'est l'article qui fait jaser tout Paris : l'hebdomadaire Le Point laisse entendre que Rachida Dati connaîtrait "les histoires de famille du département des Hauts-de-Seine (...) et saura, le cas échéant, se rappeler aux bons soins de son protecteur".

C'est l'article qui fait parler le tout Paris journalistique.

Dans Le Point de cette semaine, Denis Demonpion conclut une longue enquête, intitulée "L'extravagante Mme Dati", sur ces deux paragraphes : " Elle confie volontiers qu'après son accouchement une nouvelle vie s'offrira à elle. Elle afficherait, dit-elle, le père de son enfant avec qui elle pourrait partir vivre à l'étranger. (...) Des âmes charitables affirment qu'à l'heure de la curée, Rachida Dati, qui connaît les histoires de famille du département des Hauts-de-Seine pour s'être occupée pendant quelque temps, en 2005, du secteur sensible des marchés publics, saura, le cas échéant, se rappeler aux bons soins de son protecteur".

Sarkozy furieux

Rachida Dati a effectivement été directrice générale adjointe en charge des marchés publics, des affaires juridiques et des affaires foncières et immobilières au conseil général des Hauts-de-Seine, de 2004 à 2005, à l'époque où Nicolas Sarkozy en était président, et elle travaille aux côtés de celui-ci depuis 2002. Quant à savoir qui est ce père qui vivrait à l'étranger et quels sont les secrets qui pourraient embarrasser le chef de l'Etat, Le Point n'en dit pas plus.

Joint par nouvelobs.com, Denis Demonpion ne "retire pas une ligne" à ses propos et ajoute : "Rachida Dati n'a pas démenti et ne démentira pas".

Nouvelobs.com a tenté, en vain jusqu'ici, de joindre le porte-parole du ministère de la Justice.

Enfin, selon plusieurs sources, Nicolas Sarkozy serait furieux de la "chute" (la fin ndlr) de l'article.

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/societe/20081211.OBS5009/mais_que_sait_donc_rachida_dati_.html

LE NOUVEL OBSERVATEUR – 11 DECEMBRE 2008 -UMP : SARKOZY AURAIT SOUTENU LES MANIFESTANTS ANTI-CPE

L'ex-président de l'Unef, Bruno Julliard, affirme avoir reçu un soutien du chef de l'Etat, alors ministre de l'Intérieur, lors du mouvement anti-CPE début 2006. Il lui recommandait de ne "pas faiblir".

Bruno Julliard, ancien président de l'UNEF, a affirmé, mercredi 10 décembre, avoir reçu un soutien de Nicolas Sarkozy lors du mouvement anti-CPE début 2006, lui recommandant de ne "pas faiblir".

Invité mercredi de la radio Le Mouv' et du site le post.fr, le nouveau secrétaire national du PS à l'Education affirme: "La position officielle publique de Sarkozy était de dire qu'il soutenait le gouvernement Chirac et Villepin. Donc, il ne voulait pas du retrait du CPE".

"Mon premier soutien"

"Puis il m'avait appelé à la fin d'une manif, en gros en me disant qu'il serait mon premier soutien -rien que ça- et que lui, demandait le retrait du CPE", raconte l'ancien leader étudiant.

"Le message qu'il voulait faire passer, c'était 'perdez pas espoir', en gros, 'ne faiblissez pas, restez dans les manifs'", assure Bruno Julliard.

"C'est vrai que, factuellement, nos intérêts à ce moment-là, étaient plutôt convergents: lui, parce qu'il veut la tête de Villepin et nous, parce qu'on veut la tête du CPE", conclut Bruno Julliard.

Interrogé sur ces propos, l'Elysée a répondu par un laconique: "pas de réaction".

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/politique/20081210.OBS4905/sarkozy_aurait_soutenu_les_manifestants_anticpe.html

BAROMETRE DE LA PRESIDENCE FRANÇAISE DE L'UE :

<http://institut-thomas-more.org/barometre-pfue/barometre.html>

NOUVEAU CENTRE

LA LETTRE DE L'EXPANSION – 15 DECEMBRE 2008

Hervé Morin se rendra pour la première fois au sommet de Davos fin janvier, en tant que président du Nouveau Centre.

Abonnement papier, pas de lien.

LE POINT - 11 DECEMBRE 2008 - AFFAIRE TAPIE : LES DEPUTES PS DEMANDENT UNE COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE

Nouvel épisode dans l'affaire Bernard Tapie . Les députés socialistes demandent officiellement une commission d'enquête parlementaire sur "les conditions de recours à la procédure d'arbitrage" pour régler le contentieux opposant l'ancien homme d'affaires au Consortium de réalisation (CDR, structure de cantonnement des actifs douteux du Crédit Lyonnais) sur la vente de la société Adidas en 1993. Cette commission d'enquête, si elle est acceptée par la majorité UMP, porterait notamment sur "les raisons qui ont conduit les pouvoirs publics à vouloir clore le litige entre le groupe Bernard Tapie Finances et le CDR".

"Pourquoi et comment les différents organes dans lesquels l'État a des représentants (...) ont décidé d'abandonner le terrain judiciaire pour confier à trois arbitres le soin de trancher leurs différends avec le groupe Bernard Tapie Finances ?", s'interrogent les élus PS. La polémique est née mi-juillet : après une quinzaine d'années de procédure, le tribunal arbitral chargé de régler le litige avait condamné le CDR à verser à l'ancien ministre 285 millions d'euros au titre du "manque à gagner" et du "préjudice moral" dans la vente d'Adidas.

Encore de nombreuses questions

François Bayrou, premier pourfendeur de l'ancien homme d'affaires, se félicite de cette initiative des socialistes, rappelant qu'il avait le premier réclamé cette commission d'enquête, en septembre. "Je ne pouvais pas le faire officiellement, car seul un groupe parlementaire a ce pouvoir (avec trois élus à l'Assemblée nationale, le MoDem ne dispose pas d'un groupe, NDLR). Cette commission est nécessaire", déclare au point.fr le centriste, avant d'estimer que les auditions menées mi-septembre par la commission des Finances de l'Assemblée "n'ont pas permis de dévoiler la vérité". "Lors d'une commission d'enquête, on dépose sous serment, contrairement aux auditions au cours desquelles Bernard Tapie avait raconté n'importe quoi, mais vraiment n'importe quoi !", poursuit François Bayrou, pour qui la seule question intéressante est : pourquoi le gouvernement a-t-il décidé de recourir à une procédure d'arbitrage entre le CDR et Bernard Tapie ?

Contrairement à Bayrou, Charles de Courson, député Nouveau Centre qui avait également porté le fer contre Bernard Tapie, est sceptique sur l'utilité de mettre en place une commission d'enquête. "Lors des auditions, nous avons eu grosso modo les réponses que nous attendions. Maintenant, on peut toujours enquêter indéfiniment, ce n'est pas pour cela que nous obtiendrons les réponses que nous attendons", déplore-t-il. Résigné, Charles de Courson ? "Non, mais il faut s'interroger sur l'utilité d'une telle commission." Et de faire mine de s'étonner que les socialistes aient mis tant de temps à déposer cette demande. "Ils l'avaient évoquée en juillet, ils ne le font qu'en décembre..." Un autre député qui s'est intéressé de près à cette affaire juge : "Tout cela n'est que politique politicienne. Bernard Tapie a été ministre de François Mitterrand, cette affaire gêne les socialistes. Voilà pourquoi ils ont mis trois mois à se décider."

<http://www.lepoint.fr/actualites-politique/affaire-tapie-les-deputes-ps-demandent-une-commission-d-enquete/917/0/299238>

FACEBOOK OUVRE SON BUREAU EN FRANCE ET NOMME UN DIRECTEUR COMMERCIAL

Facebook a officialisé hier l'ouverture de ses bureaux à Paris et la nomination de Damien Vincent au poste de directeur commercial France. Lors de sa dernière visite à Paris le 9 octobre dernier, le Pdg de Facebook, Mark Zuckerberg, avait déjà insisté sur la volonté de la société de renforcer sa présence en France, tout particulièrement au regard des 6 millions de membres français qui utilisent déjà le site. La nomination de Damien Vincent à la tête de la direction commerciale France marque le lancement officiel des opérations de Facebook. En tant que premier représentant de Facebook en Europe continentale, il sera le contact direct et local pour les marques, agences et annonceurs. Damien Vincent a pour mission de constituer une équipe afin de faciliter le développement de campagnes en ligne sur Facebook et de développer de nouveaux programmes marketing et publicitaires à même de répondre aux besoins des agences et annonceurs.

<http://www.cbnews.fr/articles/multimedia/facebook-ouvre-son-bureau-en-france-et-nomme-un-directeur-commercial>